LE PROJET DE LOI

RELATIF A

L'UTILISATION DES FORCES HYDRAULIQUES

Présenté au nom de M. Raymond POINCARÉ,
Président de la République française

Par MM. RIBOT, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères ; René VIVIANI, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ; Joseph THIERRY, Ministre des Finances ; DESPLAS, Ministre des Travaux publics et des Transports ; CLÉMENTEL, Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes ; Fernand DAVID, Ministre de l'Agriculture ; Albert THOMAS, Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Depuis plus de vingt années, la nécessité d'une réforme législative destinée à procurer l'exploitation rationnelle de la « houille blanche » tient une large place dans les préoccupations du Parlement.

On connaît les multiples entraves qu'apporte la législation actuelle à l'exploitation rationnelle de l'énergie des cours d'eau.

La distinction entre les rivières navigables et flottables et celles qui n'ont pas ces caractères, justifiée à tous autres égards et consacrée par une longue tradition, ne perd pas seulement ici sa raison d'être, elle devient une gêne. Elle entraîne, en effet la dualité du régime, et, par voie de conséquence, la dualité des services, double source de complications et d'inégalités.

L'exploitation de l'énergie des cours d'eau domaniaux est, d'ailleurs contrariée par les principes mêmes qui dominent l'administration du domaine public.

Des entreprises stables — comme le réclame l'industrie, mais néanmoins temporaires — comme l'exige l'intérêt général — ne peuvent en tirer parti que sous le régime de la concession, exclusivement réservé à l'institution des Services publics. Une industrie privée, quelque intérêt public qui s'attache à sa création, ne peut utiliser l'énergie d'une rivière domaniale que sous le régime de l'autorisation : celui-ci se qualifie par deux caractères apparemment contradictoires : l'instabilité et la perpétuité : l'instabilité, puisqu'en droit les autorisations sont essentiellement précaires ; la perpétuité, puisqu'en fait, elles ne peuvent être retirées que si la conservation du domaine l'impose.

L'exploitation de l'énergie des rivières non domaniales se heurte à des obstacles d'un tout autre ordre.

En droit, la propriété de l'énergie des cours d'eau n'appartient à personne. Les riverains ne tiennent du Code civil que la faculté d'utiliser l'eau à son passage, à charge de respecter le droit semblable des riverains d'en face, d'amont et d'aval.

En fait, cependant, l'énergie de la rivière s'est trouvée appropriable par ceux qui ont pu se rendre maîtres des deux rives, sous réserve de l'obligation de restituer à la sortie de leurs fonds les eaux utilisées. C'est cet avantage de fait qu'ont eu les riverains de pouvoir, seuls, acquérir, par une sorte d'occupation, ce qui n'était à personne, qui a engendré des spéculations sur les droits de riveraineté.

Ces spéculations ont été souvent stériles et malsaines. Cela s'est produit toutes les fois que ceux qui s'y livraient ont eu pour but non la mise en valeur de l'énergie des rivières, mais la mise à prix de leur renonciation à une situation pour eux improductive.

L'intérêt général exige que les industriels désireux d'exploiter l'énergie des eaux françaises, et consentant, d'ailleurs, à indemniser équitablement les riverains de toute atteinte à leurs droits actuels, ne se heurtent plus aux combinaisons de ceux qu'on a justement appelés des « barreaux de chute ».

Quelles dispositions convient-il de prendre pour porter remède aux inconvénients que nous venons de signaler, et pour assurer la mise en valeur de l'énergie des eaux françaises dans les condi-

tions techniques et économiques les plus conformes à l'intérêt général ?

De nombreux projets ou propositions de loi ont été consacrés à cette question. La discussion n'en a pas été abordée ou n'a pas été conduite à bonne fin. Seul, un projet restreint à l'utilisation de l'énergie des eaux domaniales a été voté, par la Chambre, le 16 juillet 1909 ; par le Sénat, le 20 novembre 1913, avec une modification secondaire. La Chambre des Députés s'est séparée, en 1914, sans que le texte amendé ait été soumis à son approbation définitive.

Les besoins que la guerre a fait naître ont ravivé le regret des lenteurs apportées à fournir les solutions attendues.

Une disposition sommaire répondant à certaines nécessités de l'heure présente a bien été insérée dans une loi de finances du 28 septembre 1916. L'article 13 de cette loi autorise la participation de l'Etat à l'établissement d'usines hydrauliques sur les cours d'eau des deux catégories appelées à vendre de l'énergie et devant faire l'objet d'une concession de travaux publics, par application de la loi du 27 juillet 1870.

Plus récemment, cette disposition a été complétée par l'article 4 de la loi du 29 juin 1917 ; la participation financière de l'Etat y a été étendue à toute création d'usine *intéressant la défense nationale*.

Ce ne sont là que des mesures de circonstances d'ordre principalement financier. Elles ne confèrent aux industriels aucune faculté administrative nouvelle pour la réalisation de leurs entreprises. Il importe d'édicter au plus tôt une loi générale instituant un régime complet d'aménagement et d'exploitation des forces hydrauliques françaises.

La préparation en a été confiée par le Gouvernement à une Commission extraparlamentaire, présidée par M. KLOTZ, Président de la Commission du budget ; cette Commission a été principalement composée de membres du Parlement choisis dans les grandes commissions du Sénat et de la Chambre compétentes en la matière, de représentants des diverses administrations que le projet intéresse, Travaux publics, Agriculture, Commerce, Intérieur, Armement, Finances ; des professionnels de l'industrie hydro-électrique de la navigation. La tâche de la Commission, guidée par les études antérieures et par les résultats de l'expérience acquise, a été facilitée par l'excellent esprit de conciliation dont ses membres ont fait preuve.

C'est à l'unanimité qu'ont été adoptés, au cours d'un examen minutieux qui n'a pas exigé moins de 18 séances, du 23 mai au 20 juillet 1917, les principes généraux devant servir de base au projet, et les termes mêmes du texte ci-après, dont la rédaction a été élaborée par MM. ROUSSEAU, Conseiller d'Etat, BERTHÉLEMY, professeur à la Faculté de droit, PETIT, inspecteur des finances.

PORTÉE DE LA LOI

La loi projetée a une portée générale. Elle s'applique indistinctement à toute exploitation des forces hydrauliques, que l'énergie soit empruntée aux eaux domaniales ou aux rivières soumises aux dispositions du Code civil.

La distinction traditionnelle entre les deux catégories de cours d'eau n'en souffre aucune atteinte ; à tous autres égards, les rivières françaises continuent à être réparties en rivières navigables et flottables classées dans le domaine public, et rivières non classées, auxquelles le Code civil demeure applicable en tout ce qui n'est pas modifié par la loi projetée.

L'intérêt de cette distinction s'efface, au contraire, à quelques détails près, lorsqu'il s'agit de déterminer les conditions d'utilisation industrielle des eaux. Ce n'est pas d'après l'importance et la nature juridique du cours d'eau que le rôle de l'autorité publique sera déterminée s'il s'agit de faciliter l'exploitation de l'énergie ; c'est d'après l'importance ou la destination de la force aménagée.

Aussi la Commission extraparlamentaire a-t-elle cru nécessaire, au début même de ses délibérations, d'affirmer l'identité de ce régime en réclamant l'unité de direction. C'est par les soins d'un même Service, de quelque cours d'eau qu'on veuille emprunter l'énergie, que les rapports entre les exploitants et l'Administration seront entretenus.

L'Administration de l'hydraulique agricole, de laquelle dépendent les cours d'eau non navigables, continue à relever du ministère de l'Agriculture. Le service de la navigation et de l'entretien des rivières domaniales reste intégralement sous la direction du ministère des Travaux Publics. Tout ce qui concerne l'aménagement et l'exploitation des forces hydrauliques relèvera désormais d'un service nouveau qui ne sera dépendant ni de l'un ni de l'autre des deux ministères précités ; le projet de loi institue à cette fin un Sous-Secrétariat d'Etat spécial rattaché à la présidence du Conseil des Ministres.

La création d'un tel rouage, contestable peut-être quand il s'agit d'assurer le fonctionnement d'un service qui se suffit à lui-même, présente un avantage certain lorsqu'on se propose de coordonner sous une direction unique des services empruntés à des administrations diverses. L'institution d'un Sous-Secrétariat d'Etat des Forces hydrauliques se justifie comme s'est justifiée l'institution d'un Sous-Secrétariat d'Etat de la Marine marchande.

La Commission n'a pas pensé qu'il fût sage de confier la direction unique, désirée par elle, à un organe collectif, office ou comité autonome. Quel Ministre aurait pu accepter devant le Parlement la responsabilité des actes d'une telle organisation ?

D'autre part, elle a écarté l'idée de se borner à la création d'une direction nouvelle : celle-ci aurait-elle disposé d'une autorité suffisante, et puis de quel ministère aurait-elle dépendu ?

Bien que cette pratique n'ait pas de précédent, la Commission a pensé que le nouveau sous-Secrétariat d'Etat pourrait être utilement rattaché à la présidence du Conseil, qui semble appelée dans l'avenir, et de plus en plus, à être un organe d'impulsion économique, en même temps qu'elle est l'organe essentiel de la direction politique.

Des rapports constants s'imposeront nécessairement entre le nouveau sous-Secrétariat d'Etat et les services qui conservent dans leurs attributions, à tous autres titres, l'administration des eaux françaises ; ces rapports seront facilités par l'institution d'un comité consultatif où les différentes administrations seront représentées, et dont une section permanente assurera le fonctionnement continu. Ainsi se réalisera la liaison indispensable entre les différentes administrations, et la conciliation nécessaire des intérêts divergents et respectables qu'elles représentent et qu'elles ne cesseront pas de représenter.

Ramenées à un régime uniforme, les conditions d'utilisation industrielle des forces hydrauliques vont subir, par l'effet de la loi, des modifications différentes.

Celles qui sont apportées au régime des concessions et autorisations de prises d'eau sur les dépendances du domaine public sont sensiblement analogues aux réformes votées par le Sénat en 1913. Elles ont pour fin principale d'assurer aux concessionnaires, quel que soit l'objet de leur exploitation (services publics ou industries privées employant directement l'énergie) les facilités administratives nécessaires à l'exécution de leurs travaux. Elles régularisent et limitent dans le temps la situation des simples permissionnaires. Elles soumettent concessions et permissions à des redevances fiscales ou contractuelles dont le taux et la forme sont déterminés.

Celles qui sont apportées au régime des cours d'eau non navigables ni flottables constituent une réforme infiniment plus importante. Elles subordonnent désormais à l'intervention de l'autorité l'utilisation industrielle de l'énergie hydraulique. Elles confèrent aux concessionnaires des pouvoirs nouveaux leur permettant d'empiéter, moyennant juste indemnité, sur les droits reconnus aux riverains par la législation civile.

Ces avantages, limités de manière à ne pas compromettre le maintien des irrigations existantes et leur développement futur, ont pour conditions d'une part : des réserves en eau et en énergie au profit des services nationaux, départementaux et communaux, ainsi que des associations syndicales ; d'autre part des charges et redevances identiques à celles que justifient les concessions et autorisations de prises d'eau accordées sur les eaux domaniales.

De quelque rivière qu'il s'agisse, les facultés d'exploitation de l'énergie doivent être d'ailleurs exclusivement réservées aux nationaux, et à ceux des étrangers que le Gouvernement en jugera dignes sans danger pour le Pays.

PRINCIPES DOMINANTS DU RÉGIME PROPOSÉ

a) Toute utilisation de l'énergie hydraulique est désormais subordonnée à une intervention de la Puissance publique.

Sur les eaux domaniales, cette règle s'expliquait déjà suffisamment sous le régime actuel par le fait que l'Administration nationale est chargée de la garde et de l'entretien du domaine public fluvial.

Sur les eaux non domaniales, l'intervention de l'autorité administrative est justifiée par l'utilité publique. L'intérêt général exige cette limitation des droits des riverains, qu'aucune disposition législative n'a spécialement investis d'un privilège ou d'un monopole d'utilisation des forces hydrauliques.

Il ne s'agit pas en l'espèce d'une transmission de droits réels préalablement attribués à l'Etat.

Sous le régime actuel, les concessions ou autorisations accordées par l'Administration sur les dépendances du domaine public ne comportent aucun transfert de cette nature, puisque la domanialité publique est exclusive de tous droits réels.

La concession d'exploitation de la force hydraulique, l'autorisation désormais nécessaire d'utiliser l'énergie de tout cours d'eau, doivent conserver ou revêtir le caractère d'actes d'autorité qui appartient présentement aux concessions de prises d'eau, aux concessions de permis de chasse, etc.

b) La loi va déterminer les conditions dans lesquelles la puissance publique concèdera ou autorisera désormais l'aménagement et l'exploitation de l'énergie des eaux françaises.

Ces conditions sont différentes suivant l'objet de l'industrie et suivant l'importance de l'énergie aménagée.

SUIVANT L'OBJET : Le régime de la concession s'applique à toutes les entreprises qui ont pour but le fonctionnement des services publics.

SUIVANT LA FORCE AMÉNAGÉE : Il s'applique aux entreprises dont la puissance excède 500 kilowatts.

Toutes les autres entreprises restent soumises au régime de l'autorisation. Les conditions auxquelles on subordonnera concessions et autorisations sont stipulées au nom de l'Etat, comme le sont aujourd'hui les conditions imposées en retour des permissions ou concessions d'occupation du domaine public.

La loi consacre un titre spécial à chacune des catégories d'entreprises.

Une règle générale cependant, qui sans doute n'est exprimée qu'incidemment au cours des articles consacrés à l'organisation administrative, doit être ici mise en relief comme dominant l'un et l'autre titre : c'est que, dans l'octroi des autorisations aussi bien que des concessions, *il sera tenu compte des plans généraux d'aménagement par vallée et par bassin.*

Il a paru sage d'éviter qu'on puisse prendre cette nécessité pour une obligation administrative susceptible d'entraver l'octroi des concessions. Sans aucun doute, des usines seront instituées avant que les plans d'aménagement désirables soient achevés. Cette considération ne saurait justifier un retard dans l'octroi des facilités demandées par les industriels. L'exigence légale des plans d'alignement n'a jamais empêché qu'une maison fût construite.

Il importe néanmoins d'insister sur le devoir impérieux de l'administration de prévoir et d'organiser conformément à des plans d'ensemble l'exploitation générale des forces hydrauliques.

C'est seulement par un examen comparatif des besoins de l'agriculture, des services publics et des entreprises industrielles qu'il est possible d'éviter le gaspillage et le mauvais emploi des forces hydrauliques qui se peuvent tirer d'une vallée ou même d'une région.

L'achèvement des études préalables commencées déjà par les travaux antérieurs des deux Ministères compétents, la coordination des résultats obtenus ou à obtenir seront la première tâche urgente du Sous-Secrétariat d'Etat des Forces hydrauliques.

c) L'examen spécial des articles du projet de loi justifiera chacune des conditions imposées tant aux concessions qu'aux autorisations.

Les concessions seules, à raison de leur importance ou de leur objet, bénéficient d'un ensemble de prérogatives ordinairement

réservees aux travaux publics, et dont la plupart sont étendues à l'exploitation minière par la loi de 1810.

Des servitudes administratives spéciales sont instituées en faveur des concessionnaires. Elles leur procureront le plus souvent toutes les facilités nécessaires à l'installation de leurs usines. S'il était prouvé que les servitudes dont il s'agit ne suffisent pas, le recours à l'expropriation deviendrait possible après déclaration spéciale d'utilité publique laquelle ne sera accordée que si l'intérêt économique de la nation le justifie.

La loi va consacrer ainsi ce principe que l'utilité publique d'un travail peut être reconnue, alors même que ce travail n'a qu'une fin privée, dès que cette fin présente un intérêt suffisant et qu'elle implique la mise en valeur d'une force hydraulique d'au moins 500 kilowatts.

Cette nouveauté n'a rien de révolutionnaire. Elle est d'ailleurs plus apparente que réelle. Combien de travaux publics ont eu pour but bien moins un service à rendre qu'un avantage à exploiter ! Il est d'intérêt national que l'énergie des chutes soit mise en valeur, comme il est d'intérêt national que les minéraux que le sol renferme en soient extraits. La loi a consacré au profit de l'industrie minière le recours possible à l'expropriation ; il est tout aussi justifiable qu'elle l'admette au profit de l'industrie hydraulique. Nul ne peut être surpris qu'on étende à l'utilisation de la houille blanche ce qui se pratique traditionnellement pour l'utilisation de la houille noire.

Les conditions mises par la loi projetée à l'usage des facultés normales ou exceptionnelles reconnues aux concessionnaires assurent d'ailleurs le respect de tous les intérêts, de quelque nature qu'ils soient, qui pourraient s'y trouver compromis, et donnent aux intéressés des moyens efficaces d'éviter tous les abus à redouter.

Il est notamment tenu compte d'une manière complète des usages antérieurs que les riverains ont pu faire des droits que le Code civil leur accorde sur les rivières non navigables. Ceux qui se verraient privés des avantages par eux exploités, obtiendraient une intégrale compensation soit en nature, soit en argent.

Les droits non exercés sont eux-mêmes pris en considération. La compensation que pourra justifier leur privation sera déterminée par l'acte de concession d'une chute, — comme il est tenu compte dans l'acte de concession d'une mine, des facultés éventuelles dont se trouve privé le propriétaire de la surface. La redevance tréfoncière des mines aura son équivalent dans la redevance de riveraineté des chutes.

Il est bien entendu que cette redevance variera suivant la mesure dans laquelle les riverains conserveront la faculté d'irriguer leurs propriétés, si le cahier des charges exige, à cet effet, le maintien dans le cours d'eau d'un débit suffisant.

Juridiquement obligé d'indemniser les voisins dont il lèse les droits, administrativement tenu, s'il y a lieu, au paiement d'une redevance de riveraineté, le concessionnaire d'énergie électrique doit être en outre astreint, envers l'Etat, à deux catégories de redevances :

Une redevance fiscale modique, proportionnelle à la force utilisée, droit de statistique indifféremment exigé de toutes les exploitations des eaux françaises, sans aucune exception ;

Une redevance contractuelle déterminée par un cahier des charges.

Les industriels vont faire désormais l'économie des frais considérables que leur occasionnaient les exigences abusives des riverains. Ces derniers, en effet, prenaient ordinairement pour base des indemnités à réclamer, non pas, comme cela eut été logique, le préjudice qu'ils subissaient par le fait des installations empiétant sur leur domaine, mais le profit que les industriels escomptaient de ces installations. On a vu fréquemment tel propriétaire faire payer la faculté d'établir sur son champ un canal ne gênant en rien la culture, dix fois plus cher que ne valait le champ lui-même.

Délivré de pareils abus par l'institution des servitudes et par l'extension du droit d'exproprier, le concessionnaire ne saurait se refuser à accorder à l'Etat une participation aux produits de l'exploitation de la force concédée.

Cette participation se justifie d'ailleurs par les mêmes motifs qui ont déterminé l'institution des redevances dans les concessions sur les eaux domaniales. Le même système pourra s'étendre dans l'avenir à l'ensemble des eaux françaises.

Les redevances contractuelles seront d'ailleurs différentes suivant l'usage qui doit être fait de l'énergie aménagée.

S'agit-il d'entreprises ayant pour objet le commerce de la force, la participation directe de l'Etat aux bénéfices sera pleinement rationnelle, et ne pourra soulever aucune objection de la part du concessionnaire. S'agit-il d'entreprises qui utilisent elles-mêmes la force aménagée, l'impossibilité d'effectuer une ventilation raisonnable entre les profits se rattachant à l'exploitation de l'énergie et ceux qui proviennent des industries qu'elle alimente, écarte la combinaison de participation aux bénéfices ; elle sera remplacée par une stipulation de redevance proportionnelle au nombre de kilowatts-heure produits.

Les redevances des deux types pourront d'ailleurs se cumuler. Les modalités diverses dont les redevances seront susceptibles, leur progressivité, leur révision périodique, les sanctions contre l'inobservation des conventions et des règlements, et d'une manière générale tous les détails des clauses et conditions à insérer dans les actes de concession, feront l'objet de commentaires particuliers dans l'examen des articles.

Il est bien entendu que des clauses de rachat éventuel seront stipulées dans les cahiers des charges. Il ne suffit pas que les concessions soient limitées à une durée dont le maximum est déterminé par la loi. Il a paru nécessaire de réserver en tout temps — à charge d'indemnités compensatrices — le pouvoir du Gouvernement de disposer librement de la force aménagée, et de lui assigner la destination que pourront réclamer dans l'avenir les intérêts supérieurs des collectivités nationales, départementales ou communales.

d) Les redevances contractuelles seront déterminées en tenant compte des fournitures d'eau et d'énergie en nature qui seront exigées au profit, soit des Services publics de l'Etat, des départements ou des communes, soit des associations syndicales ou des collectivités agricoles. En ce qui concerne plus particulièrement les fournitures au profit de ces groupements, il convient de remarquer que l'établissement des dérivations industrielles facilitera dans une large mesure l'extension des irrigations, car le débit des canaux pourra être augmenté au prix de faibles dépenses en vue de leur permettre de porter le cube d'eau nécessaire pour l'arrosage des surfaces qu'ils dominent. Les réserves en énergie n'offriront pas moins d'intérêt en assurant le développement des irrigations et assainissements par voie de pompages ainsi que celui des multiples emplois de l'électricité en agriculture.

e) Le régime de l'autorisation, applicable aux exploitations de faible importance non destinées à l'alimentation des services publics, comporte les observations générales suivantes :

S'appliquant aux eaux domaniales, il ne diffère sensiblement de l'état antérieur que par deux points :

1° Sans cesser d'être précaires et révocables dans l'intérêt de la conservation du domaine, les autorisations perdent la perpétuité de fait que la pratique leur accordait. Elles sont limitées à 75 ans au maximum et d'ailleurs renouvelables ;

2° Elles sont soumises à la taxe de statistique établie indifféremment sur toutes les exploitations des eaux françaises sans préjudice des redevances actuellement existantes.

S'appliquant aux cours d'eau non navigables, les autorisations d'exploitations s'ajoutent aux règlements d'eau ; elles sont temporaires, et taxées comme les précédentes. Elles en diffèrent cependant par le fait que les causes de précarité et de révocabilité dérivant de la domanialité publique ne leur sont pas applicables. Elles restent soumises, au contraire, aux conditions de suppression prévues par la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux.

f) Les dispositions transitoires destinées à assurer, sans créer de choquantes inégalités, le respect des situations acquises ont en la matière, pour deux raisons, une très grande importance :

1° Elles vont s'appliquer à des industries très nombreuses et très florissantes ;

2° Elles conserveront leur effet pendant de nombreuses années, la transition n'étant réalisable sans heurt qu'au moyen d'amortissements qu'une longue durée rend insensibles.

Toutes les entreprises pour le fonctionnement desquelles on voudra désormais utiliser l'énergie des eaux françaises — qu'il s'agisse d'un moulin ou d'une grande usine — ne constitueront dans le patrimoine des exploitants, qu'un droit réel temporaire, ressemblant moins à la propriété qu'à l'emphytéose. Au terme convenu — 75 ans au maximum, — les installations hydrauliques feront retour à l'Etat qui pourra soit les concéder ou les autoriser à nouveau, soit les exploiter directement par les moyens de la régie simple ou intéressée, soit en exiger la suppression s'il s'agit de simple autorisation.

A côté de ces entreprises à terme, est-il d'une bonne politique de maintenir dans leur prérogative, sous le régime de la propriété perpétuelle, les entreprises existantes ?

On l'admet volontiers pour les exploitations d'importance très réduite, celles dont la puissance maximum ne dépasse pas 50 kilowatts ; ce sont pour la plupart des petits moulins. Il n'y a pas d'inconvénient à consolider leur titre, sous réserve, bien entendu, de leur suppression toujours possible dans les conditions prévues par les lois antérieures sur le régime des eaux.

On ne l'admet pas au contraire pour les exploitations d'importance supérieure à 50 kilowatts, à quelque catégorie qu'elles appartiennent, c'est-à-dire qu'elles soient ou non concessibles.

Il faut cependant tenir compte de ce double fait qu'elles n'ont pu se constituer, le plus souvent, qu'en subissant les exigences excessives dont les nouveaux venus sont affranchis, et surtout qu'une transformation de propriété perpétuelle en un droit temporaire, même à longue durée, véritable expropriation à terme, ne saurait s'effectuer sans une équitable compensation.

On tient compte du premier fait en maintenant les usines existantes, pendant 75 années, sous le régime actuel. Par là, elles échappent à toute redevance, à l'exception du droit de statistique.

On tient compte du second fait en décidant qu'à l'expiration du terme de 75 ans, les installations hydrauliques de ces entreprises deviendront la propriété de l'Etat, moyennant une indemnité qui ne pourra dépasser le quart de leur valeur vénale.

Cette indemnité réduite aura pour effet de sauvegarder la conservation matérielle d'installations qui, au terme prescrit, doivent faire retour à l'Etat. Il eut été dangereux, en effet, de supprimer chez les exploitants des dernières années, tout intérêt à l'entretien des aménagements dont ils peuvent sans doute obtenir une nouvelle location, mais dont la propriété doit leur être définitivement enlevée.

Tels sont les traits essentiels du projet soumis aux délibérations du Parlement.

Le commentaire détaillé des articles fournira les justifications complémentaires des dispositions dont l'adoption ne saurait manquer d'apporter un nouvel essor à l'industrie française, sans compromettre soit les intérêts supérieurs de l'agriculture, soit les légitimes exigences des services publics nationaux, départementaux et communaux.

EXAMEN DES ARTICLES DU PROJET DE LOI

TITRE PREMIER

CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION ET CLASSIFICATION DES ENTREPRISES HYDRAULIQUES

ARTICLE PREMIER

L'article premier pose le principe dont les commentaires viennent d'être développés par l'exposé qui précède : « Nul ne peut disposer de l'énergie des cours d'eau sans un acte de la Puissance publique ». Dans l'accomplissement de cet acte, l'Etat exercera un libre pouvoir d'appréciation et de décision, comme il le fait en matière d'institution de concessions de mines, de voies ferrées, d'outillage public ; il n'aura à s'inspirer, dans l'octroi ou le refus de concessions ou d'autorisations, que de l'intérêt général et du souci de la meilleure utilisation des forces hydrauliques.

L'article premier précise d'autre part que c'est l'Etat qui interviendra comme partie contractante dans les concessions et dans les autorisations qui seront accordées en son nom.

La dénomination de cours d'eau doit être entendue dans son sens général et comme comprenant les cours d'eau naturels et artificiels, canaux et rivières canalisées et même les lacs qui dans les pays de montagne sont fréquemment des sources d'énergie.

ARTICLE 2

Cet article classe les entreprises comme le faisaient les projets précédents, en autorisées et en concédées. Le texte proposé s'inspire notamment de la disposition contenue dans le projet soumis au vote de la Chambre des Députés en 1909 et au vote du Sénat en 1913. Toutes les dispositions de ce projet, à l'exception de l'une d'elles dont il sera question à propos de l'article 3, ont été adoptées successivement par les deux Chambres. Le projet actuel a tenu compte, dans la plus large mesure possible, des intentions alors manifestées par le Parlement. En ce qui concerne l'article 2, la disposition actuelle diffère peu, au fond, de l'article 2 du projet de 1909-1913.

L'un et l'autre texte prévoient le régime de la concession pour deux catégories d'entreprises, d'après l'objet principal ou d'après l'importance de l'usine.

Dans la première catégorie rentrent les entreprises dont l'objet principal est de fournir de l'énergie à des services publics ou à des associations syndicales autorisées ; c'est le sens, avec une rédaction qui paraît plus précise, du texte précédemment adopté par les Chambres.

Toutefois, le texte proposé introduit une idée nouvelle. Les usines qui fournissent le courant pour éclairer des villages sont souvent de très petites entreprises, utilisant une force de quelques chevaux seulement. Dans le bassin de la Seine, par exemple, il existait, en 1910, 149 usines destinées à l'éclairage des communes ; parmi elles, 36 étaient d'une *puissance normale nette* de 2 à 10 chevaux ; 43, de 11 à 20 chevaux ; 23, de 21 à 30 chevaux ; 13, de 31 à 40 chevaux ; 8, de 41 à 50 chevaux.

Il a paru que l'Etat doit éviter de faire sentir son intervention d'une manière trop directe dans ces très petites industries, où cette ingérence, sans grande utilité, prendrait facilement une apparence vexatoire, et aussi que ce serait alourdir fâcheusement le fonctionnement de la Loi que d'exiger pour elles les formalités qu'entraînent l'octroi d'une concession et un décret en Conseil d'Etat. Le texte proposé laisse donc sous le régime actuel de l'autorisation les entreprises dont la *puissance brute maximum* n'excède pas 50 kilowatts ; cette formule aura pour effet, en tenant compte du rapport approximatif, encore que variable, entre la puissance maximum et la puissance normale, de soustraire aux formalités de la concession les petites usines utilisant de 30 à 35 chevaux au plus. Ces usines gardent, d'ailleurs, en vertu de l'article 19, la faculté de demander à passer sous le régime de la concession.

La seconde catégorie des entreprises qui sont placées sous ce régime comprend les usines dont la *puissance maximum* excède 500 kilowatts, quelle que soit leur destination.

Le texte voté par les deux Chambres prenait comme limite 200 kilowatts en *étiage*. L'évaluation de la force en étiage manque de précision ; elle est susceptible de varier d'une année à l'autre avec les chutes de pluie ou de neige ; elle est modifiée par tous les travaux de régularisation des cours d'eau. L'adoption de la puissance moyenne, qui a été quelquefois proposée, prête aux mêmes objections sur la majorité des cours d'eau dont l'étude n'est pas encore complète ; la puissance maximum constitue une base d'estimation plus certaine. Elle est déterminée par le produit du débit et de la hauteur de chute en prenant pour ces éléments la valeur, variable avec l'état des eaux, qui donne à l'usine sa puissance maximum.

Pour tenir compte de cette modification dans l'unité de mesure adoptée, le projet actuel a porté la limite à 500 kilowatts de puissance maximum ; cette limite correspond assez sensiblement, en moyenne, à celle de 200 kilowatts en étiage prévue dans le texte adopté en 1909-1913.

TITRE II

ENTREPRISES CONCÉDÉES

ARTICLE 3

L'article 3 prévoit que la concession est accordée, suivant l'importance de la chute ou des travaux à exécuter, par une loi ou par un décret en Conseil d'Etat.

La détermination des limites à partir desquelles l'intervention du Législateur devient nécessaire a été la difficulté sur quoi, en 1913, le projet de loi a finalement échoué. Le Sénat après avoir, en première délibération, adopté sans modification le texte voté par la Chambre a, en seconde délibération et par 150 voix contre 129, introduit un amendement qui aurait eu pour effet d'augmenter très sensiblement le nombre des cas où une loi eût été nécessaire. Les limites primitivement acceptées de 15.000 kilowatts de force en *étiage* et de 20 kilomètres de *dérivation* étaient réduites à 5.000 kilowatts en *étiage* et à 10 kilomètres mesurés suivant le lit naturel. L'échec du projet n'a tenu qu'à ce seul désaccord entre les deux Chambres, et à la fin de la législature

Cependant les limites proposées en 1909 furent adoptées sensiblement dans l'article 13 de la loi du 28 septembre 1916, qui a fixé pour limites de l'intervention du législateur, une puissance de 15.000 kilowatts en *étiage* et une longueur de 20 kilomètres de détournement des eaux comptées *suivant le lit naturel*. Le texte aujourd'hui proposé adopte, à peu de choses près, ces mêmes limites, sauf qu'il élève de 20 à 30 kilomètres la longueur de détournement suivant le fil de l'eau et qu'il substitue au chiffre de 15.000 kilowatts en *étiage* une *puissance normale* de 50.000 kilowatts, qui lui correspond sensiblement.

La loi nouvelle comme la loi du 28 septembre 1816 fait état de la longueur de détournement des eaux suivant leur lit naturel. Cette longueur donne mieux, pour l'appropriation des chutes hydrauliques, la mesure des intérêts en cause ; on conçoit que le législateur de 1870 ait adopté une règle différente pour les entreprises de navigation : pour celles-ci, le canal constitue la partie principale de l'affaire.

D'autre part, il la paru rationnel de fixer à la longueur du détournement des eaux une limite plus élevée que celle adoptée par la loi de 1916 pour tenir compte des progrès rapides qui s'accomplissent chaque jour dans l'industrie des forces hydrauliques et qui conduisent à approprier des chutes sur des sections de cours d'eau de plus en plus étendues.

En ce qui concerne la puissance, il a été jugé nécessaire de choisir une définition caractérisant nettement l'importance générale de l'usine : c'est, en effet, à raison de cette importance que l'intervention du législateur est imposée. Or, ni la puissance d'*étiage*, ni la puissance maximum n'en donnent une idée suffisamment exacte et il a paru préférable de la caractériser par la puissance normale, c'est-à-dire la puissance moyenne. Les grandes usines dont il s'agit seront, d'ailleurs, installées sur des rivières jaugées depuis longtemps, dont le régime est parfaitement connu et pour lesquelles les objections faites à propos de l'article précédent en ce qui concerne la mesure de la puissance moyenne sont moins déterminantes.

Dans les cas où une loi n'est pas prévue, la concession est instituée par un décret en Conseil d'Etat. L'intervention du Conseil d'Etat, d'ailleurs exigée dans le texte précédemment voté, est une garantie nécessaire et qui ne retardera pas les affaires : l'expérience en est faite pour les concessions de mines qui sont accordées dans la même forme, et le demandeur a, d'ailleurs, la garantie du délai d'un an imposé à l'Administration par l'article 22 pour l'accomplissement des formalités d'instruction.

ARTICLES 4 ET 5

Ces articles règlent les droits du concessionnaire en ce qui concerne les terrains à occuper.

Sur ce point le projet actuel apporte une innovation aux systèmes précédemment proposés.

Le principe sur lequel étaient établis les projets antérieurs consistait à assimiler les travaux d'appropriation des forces hydrauliques à des travaux publics ; le concessionnaire était, après déclara-

tion d'utilité publique, investi de tous les droits et tenu de toutes les obligations instituées pour l'exécution de travaux publics.

Il a paru qu'il serait injustifié d'attribuer ainsi les prérogatives des services publics — notamment le droit d'exproprier — indistinctement à tous les concessionnaires de forces hydrauliques. Toutefois, de même que l'intérêt présenté par l'exploitation de la houille a conduit à assurer à *tout concessionnaire* de mines — même sans déclaration d'utilité publique — la jouissance de divers droits lui permettant en certains cas de faire échec à la propriété privée, de même la nécessité de ne plus laisser inutilisée aucune de nos forces hydrauliques justifie, ici, l'adoption de mesures analogues. Ces mesures — sans porter de graves atteintes à la propriété du sol — donneront à tout concessionnaire d'une usine hydraulique des droits généralement suffisants pour aménager les organes vitaux de la chute.

En conséquence, l'article 4 du projet, reprenant l'idée et en partie les termes de l'article 8 voté par les Chambres dans le projet de 1909-1913, et, en outre, adaptant aux conditions actuelles certaines dispositions en vigueur en matière d'irrigation (lois des 29 avril 1845 et 11 juillet 1847) ; en matière de mines (loi du 21 avril 1810) ; en matière de travaux publics (loi du 29 décembre 1892), établit en faveur de tout concessionnaire certaines servitudes qui, dans la plupart des cas, lui suffiront pour construire les ouvrages définis dans l'acte de concession.

Il est à présumer que le plus souvent des ententes amiables permettront à l'industriel d'acquiescer les droits qui lui seront nécessaires et que l'article 4 ne lui conférerait pas.

Cependant, des cas se présenteront où le concessionnaire ne pourra créer son entreprise que si le droit d'exproprier lui est conféré. Une déclaration d'utilité publique, soit totale, soit partielle comme en matière de mines (art. 44, loi du 27 juillet 1880), pourra alors intervenir ; à condition encore, cependant, que l'intérêt économique de la nation le justifie.

Telles sont les idées générales qui ont dicté les dispositions des articles 4 et 5. Voici maintenant quelques détails d'application. L'exercice des droits conférés par l'art. 4 sera autorisé par arrêté préfectoral. En accordant ces autorisations, le préfet exercera des pouvoirs tout à fait semblables à ceux qui lui sont attribués, en ce qui concerne les mines, par l'article 43 de la loi du 27 juillet 1880 ; il devra procéder comme en cette matière, concilier, dans ses décisions, l'intérêt du concessionnaire avec le respect de la propriété privée.

Il est bien entendu qu'au paragraphe 1^{er} de l'article 4, il faut donner à l'expression « ouvrage de prise d'eau » son sens général, et y comprendre les ouvrages établis à l'origine de la dérivation et accolés au barrage, la chambre de mise en charge établie à l'origine des conduites forcées, etc... De même l'expression « canaux souterrains » doit s'entendre non seulement des canaux exécutés en souterrain, mais encore de ceux qui ont été exécutés en tranchée remblayée après coup, à la condition que ce remblai ait une épaisseur et une qualité suffisante pour être sensiblement équivalent au sol primitif.

Une disposition empruntée à la loi du 11 juillet 1847 sur l'irrigation, ainsi qu'aux lois sur les mines, les occupations temporaires, etc., exempte des servitudes de l'article 4 les habitations et leurs dépendances immédiates.

Enfin, dans les conditions où le prévoit encore la loi du 27 juillet 1880, le propriétaire trop atteint dans son droit de propriété par l'exercice des servitudes de l'article 4 peut exiger du concessionnaire l'acquisition de la parcelle, notamment lorsqu'elle est rendue impropre à la culture, ou, plus généralement, à sa destination normale.

Les contestations soulevées par l'exercice des servitudes et par le règlement des indemnités dues pour occupations permanentes ou temporaires, seront soumises à la juridiction civile compétente d'après le montant de la demande, ainsi qu'en décidait l'article 8 du texte voté par les Chambres. Toutefois, en vue de réduire les frais et de hâter la solution des litiges, le nouveau texte ordonne que, de même qu'en matière d'irrigation (lois de 1845 et de 1847), il sera procédé comme en matière sommaire, et il pourra n'être nommé qu'un seul expert.

L'indemnité sera préalable toutes les fois qu'il pourra en être ainsi, c'est-à-dire quand, dès le début, l'occupation des terrains ou la submersion des berges aura un caractère permanent. Cependant, pour ne pas laisser arrêter, par le moyen de contestations soulevées sur le montant de cette indemnité, l'exécution de travaux qui ne pourraient être différés, le projet prévoit une procédure d'urgence, analogue, *mutatis mutandis*, à celle instituée par la loi du 3 mai 1841 en matière d'expropriation, et qui comporte notamment la consignation préalable d'une indemnité provisoirement arbitrée par le tribunal.

Lorsque l'exercice des servitudes de l'article 4 ne pourra suffire, et que, par application de l'article 5, il y aura lieu à expropriation, il sera procédé conformément à la loi du 3 mai 1841 ; la procédure d'urgence prévue par cette loi sera applicable, le cas échéant. Le jury qu'elle institue sera compétent pour fixer l'indemnité due au propriétaire exproprié. Il fixera même, le principal emportant l'accessoire, l'indemnité qui serait due à ce dernier pour des servitudes qui auraient été exercées en vertu de l'article 4, sur la parcelle partiellement expropriée. Mais pour les servitudes qui auraient été exercées sur d'autres parcelles, la juridiction civile prévue à l'article 4 reste compétente. C'est également elle qui reste compétente (art. 6), malgré la déclaration d'utilité publique, pour les indemnités relatives à l'éviction des droits exercés à l'usage de l'eau, dont il sera question ci-après (art. 6).

ARTICLE 6

L'article 6 règle la situation des propriétaires de droits à l'usage de l'eau, qui se trouvent atteints par l'exercice des facultés conférées au concessionnaire en vertu des articles 4 et 5. Ces droits de riveraineté sont transformés en droits à indemnité, à condition qu'ils aient préexisté à l'affichage de la demande en concession. Cette restriction a pour but de faire obstacle aux spéculations.

La règle doit différer, suivant qu'il s'agit de droits exercés ou de droits non exercés.

Dans le premier cas, le concessionnaire est tenu, en principe, si le propriétaire le demande, de restituer en nature l'eau ou l'énergie utilisée. Il faut éviter que les canaux d'irrigation ne soient asséchés et la petite usine arrêtée. Au besoin, le concessionnaire rendra à celle-ci, au lieu d'eau, de l'énergie électrique, en supportant les dépenses utilement faites et dûment justifiées qu'auraient nécessitées les nouvelles conditions d'exploitation. Pour cette restitution, le concessionnaire pourra user des servitudes prévues en matière d'irrigation et de distribution électrique.

Cependant, cette restitution en nature peut constituer une charge excessive eu égard aux intérêts des propriétaires évincés ; à défaut d'entente, les tribunaux civils trancheront le différend et fixeront l'indemnité en conciliant les intérêts et droits respectifs des parties, comme ils le font, en matière d'irrigation, lorsqu'ils ont à appliquer l'article 645 du Code civil et la loi du 26 avril 1845.

Pour les droits non exercés, par mesure d'équité, le projet prévoit qu'une indemnité pourra être accordée et sera, le cas échéant, fixée par l'acte de concession, de même qu'en matière de mines, le décret de concession purge les droits du propriétaire de la surface (art. 6 loi du 21 avril 1810). Cette indemnité paraît, notamment, pouvoir être légitimement envisagée lorsqu'en vue d'obtenir une concession qui est accordée à un tiers, un particulier ou une Société avait acquis des droits de riveraineté dont il se trouve ainsi évincé.

Il sera tenu compte, dans la fixation de l'indemnité, de la mesure dans laquelle les riverains resteraient à même d'exercer leurs droits, par suite de l'obligation qui serait imposée au concessionnaire de laisser un débit suffisant dans le cours d'eau.

ARTICLES 7 A 10 ET 12

Les articles 7 à 10 précisent les conditions financières de la concession.

L'article 7 prévoit les règles suivant lesquelles l'Etat peut, lorsque l'intérêt général le justifie, accorder à certaines entreprises des avances ou des subventions. Cet article est complété par la disposition de l'article 30 qui exige le contreseing du Ministre des Finances pour les décrets comportant une aide pécu-

niaire de l'Etat. Ce régime se substitue, ainsi qu'il a été indiqué dans l'exposé général, à celui qui avait été édicté par les lois des 28 septembre 1916 et 30 juin 1917.

L'article 8 institue une taxe de statistique sur les usines concédées ; les articles 18, 20 et 27 imposent la même taxe aux usines existantes, aux usines ayant une existence légale et à celles qui font partie intégrante d'entreprises déclarées par elles-mêmes d'utilité publique. Cette taxe bien qu'ayant une forme fiscale n'a point pour objet de créer des ressources au Trésor : le taux en a été fixé très bas ; son but essentiel est de permettre de dresser et de tenir constamment à jour l'inventaire de nos forces hydrauliques utilisées. Les éléments de cet inventaire seront constitués par les rôles en vertu desquels sera perçue la taxe ; ces rôles seront établis par les agents du service des ponts et chaussées, comme sont actuellement établis des rôles analogues par le service des mines.

L'article 9 crée au profit de l'Etat, comme conséquence nouvelle des avantages conférés au concessionnaire, un droit sur les produits bruts ou sur les bénéfices nets de l'entreprise concédée.

S'il est rationnel que l'Etat, lorsque, par un acte de puissance publique, il crée une richesse au profit d'un particulier, stipule des avantages en faveur de la collectivité au nom de laquelle il exerce son autorité ; s'il est logique dès lors qu'il participe aux produits ou aux bénéfices résultant directement de l'exploitation de la chute qu'il concède ou éventuellement aux bénéfices des industries accessoires immédiatement liées à cette exploitation comme en matière minière (loi du 8 avril 1910, art. 4) ; il paraît au contraire difficile de lui réserver une part dans les bénéfices provenant des industries actionnées par l'énergie d'une chute, qui n'ont pas avec la concession un lien nécessaire et qui pourraient aussi bien demander leur puissance à l'énergie de la houille qu'à celle du cours d'eau.

D'autre part, la détermination des bénéfices nets d'une entreprise présente toujours de grandes difficultés ; elle soulève nombre de questions délicates et complexes dont la solution comporte nécessairement un certain arbitraire ; parmi ces questions la fixation du montant des réserves et des amortissements est la plus commune sans être d'ailleurs la plus difficile à résoudre.

D'une manière générale, l'Etat viendra donc en participation dans les produits bruts de l'exploitation concédée ; cette participation prendra la forme d'une redevance proportionnelle au nombre de kilowatts-heure produits pendant l'année précédant l'établissement de la redevance. Le taux de cette redevance sera révisé périodiquement (article 11-7°) pour tenir compte des variations de valeur du kilowatt-heure et suivre ainsi les mouvements des produits bruts.

Dans certains cas cependant il est possible d'appliquer le système à certains égards plus logique et plus équitable de la redevance proportionnelle aux bénéfices nets.

Lorsque le concessionnaire est une société régie par la loi du 24 juillet 1867, — société anonyme, société en commandite par actions, — dont l'objet principal est l'exploitation de l'usine hydraulique, les difficultés signalées ci-dessus disparaissent ; rien alors ne s'oppose à ce que la redevance soit assise sur les dividendes ou les bénéfices répartis — qu'ils soient d'ailleurs ou non distribués effectivement. Son taux croîtra suivant une échelle progressive d'après l'importance des répartitions au-delà d'un certain intérêt moyen annuel alloué au capital depuis le début de l'entreprise. Ce système comporte comme complément logique le droit pour l'Etat de venir au partage de l'actif net, une fois le capital remboursé, lors de la dissolution de la société. Ce droit a été prévu à l'article 11, paragraphe 7. Ce régime est entièrement en accord avec celui appliqué dans les offres de concours auxquelles il est de règle maintenant de subordonner les concessions de mines.

Le cahier des charges pourra enfin imposer au concessionnaire l'obligation de se substituer une société anonyme (article 12) ce qui aura, entre autres effets, celui de faciliter l'établissement de la redevance sur les dividendes répartis.

Les redevances sur les produits bruts et sur les bénéfices nets peuvent se cumuler, afin d'assurer en tout état de cause à l'Etat un minimum de participation dans les produits de l'entreprise.

Il conviendra, d'ailleurs, de prévoir dans les cahiers des charges

la possibilité pour l'Etat de substituer entièrement — en cours de concession — la taxe sur les produits bruts à la redevance sur les bénéfices nets, si la société concessionnaire, ayant des liens d'intérêts avec ses clients, venait à adopter pour la vente de l'énergie des prix artificiellement abaissés, et si la part de l'Etat — calculée sur les répartitions — se trouvait ainsi irrégulièrement réduite.

L'assiette des redevances sera assurée par le service du contrôle, dont l'organisation est prévue à l'article 26, 6°, et dont le mécanisme général sera commenté ci-après. En principe, l'assiette de la redevance proportionnelle aux kilowatt-heures sera établie par des contrôleurs techniques ; celle proportionnelle aux dividendes ou bénéfices, par des contrôleurs financiers. Un règlement d'administration publique devra attribuer à ces contrôleurs tous les droits d'investigation et de communication nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Les cahiers des charges de chaque entreprise en fixeront les règles d'exercice. Les contrôleurs financiers auront, notamment, les pouvoirs conférés aux commissaires aux comptes par la loi du 24 juillet 1867. Les contrôleurs devront être convoqués aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires : les frais de contrôle seront à la charge du concessionnaire (art. 11, § 15).

L'article 10 précise les conditions de recouvrement de la taxe et des redevances prévues par les articles 8 et 9. L'Administration des domaines, qui a dans ses attributions le recouvrement des redevances actuelles imposées aux permissionnaires sur les cours d'eau domaniaux, sera chargée de recouvrer les nouvelles taxes et redevances dans la forme où elle opère aujourd'hui.

ARTICLE 11

Cet article prévoit un certain nombre de stipulations qui devront être obligatoirement insérées dans les cahiers des charges et fixe pour l'autorité qui sera chargée de préparer les contrats et d'en arrêter les clauses, les règles auxquelles elle devra se conformer et les limites dans lesquelles elle pourra se mouvoir.

Presque toutes les stipulations sont, sauf quelques différences de rédaction, lorsque certains points ont paru devoir être précisés, celles qui ont été déjà votées par le Parlement (art. 9 et 11, § 1^{er}) dans le projet de 1909-1913 : durée maxima de 75 ans pour les concessions ; retour à l'Etat, à l'expiration de cette période, des dépendances immobilières ; réserves en eau et en force au profit des Services publics de l'Etat, des départements, des communes et de certaines associations ; garanties à prévoir dans le règlement d'eau, notamment pour le maintien des irrigations existantes et la possibilité de leur développement ; conditions du rachat, et dans ce cas, substitution de l'Etat aux droits et aux charges du concessionnaire (contrats de fournitures, réserves imposées, hypothèques, etc...).

Le paragraphe 5 prévoit, au profit des services publics et de certaines collectivités, des réserves en eau et en force. Les associations bénéficiaires pourront les obtenir gratuitement si cette condition est indispensable à leur fonctionnement. L'intérêt de ces réserves en général est certain : en ce qui concerne plus spécialement le point de vue agricole, cet intérêt a été démontré dans l'exposé d'ensemble qui précède.

Lorsque l'usine concédée sera hydro-électrique, il sera le plus souvent avantageux que les réserves en force soient prises à ses bornes par les sociétés régionales de transport et de distribution, qui les mettront à la disposition des ayants-droit ; il y aura alors intérêt à provoquer, si possible, des ententes préalables entre ces sociétés et les collectivités bénéficiaires et à spécifier dans le cahier des charges que les réserves d'énergie seront recueillies par les réseaux régionaux dans certaines conditions de tarifs, de livraison et d'affectation.

Le rattachement des usines hydro-électriques aux réseaux régionaux sera d'ailleurs avantageusement organisé, même en l'absence de réserves d'énergie, pour assurer l'utilisation des résidus d'exploitation de l'usine génératrice et, le cas échéant, la fourniture à celle-ci des compléments d'énergie dont elle aurait accidentellement besoin.

Dans l'octroi des concessions, il devra, d'une façon générale,

être tout spécialement tenu compte de la façon dont le projet de cahier des charges accepté par chaque concurrent satisfera, dans les meilleures conditions, aux besoins des services publics, aux intérêts collectifs de l'industrie et de l'agriculture, et prévoiera l'emploi le plus rationnel et le plus complet de la force hydraulique.

En ce qui concerne l'ensemble de l'article 11, les modifications au texte voté par les Chambres dans le projet de 1909-1913 sont peu importantes : ainsi la période initiale, après laquelle peut être exercé le rachat, fixée à 15 ans dans le texte voté en 1909-1913, peut, dans le projet actuel, être choisie entre 5 et 25 ans de manière à tenir compte des conditions spéciales inhérentes à chaque concession et, en particulier, de sa durée, qui peut être notablement inférieure à 75 ans. De même, il a paru inutile de stipuler explicitement, comme le faisait le texte voté (art. 16) qu'une contribution pourra, à toute époque, être réclamée pour les ouvrages dont l'entreprise retirerait un avantage. Ce n'est là qu'une application du droit commun et de la loi du 16 septembre 1807 ; il peut n'être pas sans inconvénient de répéter dans les lois nouvelles des dispositions qui semblent prendre ainsi un caractère exceptionnel, et que, dans d'autres cas, le juge hésite ensuite à appliquer si elles n'ont pas été expressément rappelées.

Par contre, certaines dispositions nouvelles contenues dans des projets antérieurs et qui touchent à l'amélioration du régime des eaux, mais qui n'ont, avec la mise en valeur des forces hydrauliques, aucun lien nécessaire, n'ont pas paru devoir être retenues par la Commission extraparlamentaire. Telles sont, dans le projet présenté le 11 juillet 1914 par le Ministre de l'Agriculture, les dispositions concernant les travaux collectifs d'amélioration des cours d'eau et prévoyant la création d'associations syndicales entre les usagers des eaux, industriels et agriculteurs. Telles sont encore les dispositions contenues dans le même projet et ayant pour objet de combler certaines lacunes de la loi du 8 avril 1898 dont l'expérience a fait ressortir l'insuffisance sur quelques points. Ces dispositions pourront faire ultérieurement l'objet de projets de loi spéciaux.

ARTICLE 13

Cet article règle les cessions de concession et les changements de concessionnaire. Il est clair que, sous peine de rendre vain le droit de choisir le concessionnaire, ces transmissions doivent être soumises à l'agrément des Pouvoirs publics. Ce sont les mêmes motifs qui ont inspiré la disposition analogue édictée pour les mines, par l'article 138 de la loi du 30 juillet 1911 et pour les voies ferrées d'intérêt local par l'article 33 de la loi du 31 juillet 1913. Même s'il s'agit d'une mutation par décès, l'Etat a le droit de s'assurer que l'héritier remplit les conditions voulues de capacité et de nationalité.

Il a paru que, comme pour les voies ferrées d'intérêt local même lorsque la concession d'une chute a été accordée par une loi, un décret en Conseil d'Etat doit suffire pour en autoriser la transmission.

ARTICLE 14

L'article 14 règle la situation des entreprises à la fin de la concession.

A partir de la dixième année qui précède l'échéance, l'Etat peut octroyer une concession nouvelle avec droit de préférence, à conditions équivalentes, pour le concessionnaire en titre ; le renouvellement a lieu de plein droit en sa faveur pour 25 ans, si une concession nouvelle n'a pas été instituée 5 ans avant l'échéance.

Les dispositions adoptées par le Parlement dans l'article 11 du projet de 1909-1913 étaient analogues ; le nouveau texte a seulement étendu les délais (10, 5 et 25 ans, au lieu de 5, 2 et 10 ans), et a assuré le renouvellement à défaut de concession nouvelle, en vue de donner plus de stabilité aux entreprises et de mieux garantir l'entretien des ouvrages et du matériel devant revenir à l'Etat en fin de concession.

ARTICLE 15

Le concessionnaire pourra hypothéquer les droits qu'il tient de son contrat de concession.

Il a paru d'autant plus nécessaire d'assurer aux entreprises concédées cette facilité de se procurer des fonds, que l'industrie fran-

çaise n'a pu trouver jusqu'ici auprès des établissements financiers tout le crédit qui lui est nécessaire pour assurer son plein développement.

La durée de l'hypothèque ne pourra, bien entendu, dépasser celle de la concession, à l'expiration de laquelle les dépendances immobilières de l'entreprise doivent revenir à l'Etat franchises et quittes de tout droit réel (art. 11-9°). En cas de réalisation du gage, l'acquéreur devra être agréé par l'Etat, conformément à l'article 13. C'est la conséquence nécessaire du système de personnalité de la concession.

ARTICLE 16

La publication au *Journal officiel* des actes de concession et des contributions allouées par l'Etat permettra de suivre, dans ses détails, l'application de la loi et facilitera le contrôle indispensable du Parlement.

TITRE III

ENTREPRISES AUTORISÉES

ARTICLES 17, 18, 19

Ces articles règlent la situation des usines qui seront autorisées.

Ces entreprises d'une importance relativement restreinte, ne touchent pas, autant que les usines concédées, à l'intérêt général. Aussi n'ont-elles ni les droits, ni les charges que la loi institue pour celles-ci.

Elles restent, en principe, sous la réglementation actuelle. C'est ce que décidait l'article 3 du projet de 1909-1913. Il a paru cependant possible de simplifier et de décentraliser l'octroi des autorisations ; le préfet compétent dans la majorité des cas sera guidé par les instructions du Sous-Secrétaire d'Etat qui tiendront compte des plans d'aménagement des eaux visés à l'article 28.

Le texte voté en 1909-1913 limitait à 50 ans la durée des autorisations, mais il ne s'appliquait qu'aux usines construites sur les cours d'eau domaniaux. Le projet actuel s'applique également aux entreprises sur cours d'eau non domaniaux dont jusqu'ici la précarité était moindre. Dans un but d'unification, il a prévu le même délai, qui est d'ailleurs un maximum, de 75 ans sur tous les cours d'eau.

Les conditions de cession et de renouvellement avec droit de préférence, à conditions équivalentes, pour l'ancien permissionnaire sont analogues à celles des concessions, avec les simplifications justifiées par l'importance moindre de ces entreprises.

Comme en décidait le texte de 1909-1913, les autorisations peuvent être retirées sans indemnité dans les cas prévus par les règlements en vigueur ; le projet actuel prévoit en outre l'éviction du permissionnaire pour permettre l'établissement d'une concession qui utilisera mieux l'énergie hydraulique, mais alors une indemnité lui est due.

Lorsque l'autorisation vient à échéance, si elle n'est pas renouvelable, l'Etat peut exiger, soit le rétablissement du libre cours des eaux, soit l'abandon, à son profit, sans indemnité, des ouvrages de barrage et de prise d'eau. C'est également ici la règle qui avait été adoptée par les Chambres.

Le permissionnaire est assujéti à la taxe de statistique prévue à l'article 8, outre, le cas échéant, les redevances domaniales actuelles.

Enfin, les entreprises autorisées peuvent, à toute époque, après accord avec l'Etat, passer sous le régime de la concession. Elles y passent obligatoirement si, changeant d'objet principal ou augmentant leur puissance, elles deviennent concessibles aux termes de l'article 2.

TITRE IV

ENTREPRISES ANTÉRIEUREMENT AUTORISÉES OU CONCÉDÉES

ARTICLE 20

Cet article règle le sort des entreprises autorisées antérieurement à la promulgation de la loi. Ces entreprises restent sous le régime ancien pendant soixante-quinze ans, à moins que, au cours de cette période, elles ne passent, par un accord avec l'Etat, sous le régime de la loi.

Le texte voté par le Parlement ne fixait cette durée qu'à cinquante ans, mais il ne visait que les usines établies sur les cours

d'eau du domaine public. Le présent projet s'applique aussi aux entreprises sur les cours d'eau non domaniaux, lesquelles jouissaient d'une pérennité de fait dont il a fallu tenir compte.

Au bout de soixante-quinze ans, ces entreprises sont assimilées à une concession qui vient à expiration ; une concession ou une permission nouvelle peut être octroyée dans les conditions, *mutatis mutandis*, de l'article 14. Dans tous les cas, tous immeubles, par nature ou par destination, y compris les machines hydrauliques et les bâtiments qui les abritent deviennent propriété de l'Etat.

Mais ce régime, en substituant à une propriété en fait perpétuelle une propriété limitée dans sa durée et en organisant son retour à l'Etat, constitue une expropriation partielle. Il était donc équitable de prévoir une indemnité. Celle-ci sera, au maximum, du quart de la valeur vénale, estimée à cette époque à dire d'experts, des biens revenant à l'Etat. La latitude laissée au juge de descendre au-dessous du 1/4 a pour but de permettre de tenir compte des spéculations qui pourraient s'exercer au moment du retour à l'Etat. Inversement la possibilité d'atteindre le 1/4 de la valeur vénale de ces biens incitera le permissionnaire à entretenir en bon état ses ouvrages jusqu'à l'expiration des soixante-quinze ans et est ainsi conforme à l'intérêt public.

Voici par quel raisonnement on peut justifier la détermination du 1/4 fixé comme maximum de l'indemnité. L'emphytéose de quatre-vingt-dix-neuf ans est dans plusieurs législations assimilée à certains points de vue à une propriété perpétuelle. En France, elle l'est, par exemple, au point de vue des droits de mutation qui, sur les contrats d'emphytéose, sont perçus d'après le taux applicable aux mutations de propriété.

La propriété aujourd'hui perpétuelle des usines existantes étant réduite par la loi à soixante-quinze ans, on peut estimer qu'à la fin de cette période les 3/4 de la valeur de la propriété devront être amortis, et qu'ainsi il est équitable de fixer au 1/4, au maximum, l'indemnité que les tribunaux alloueront au propriétaire évincé.

La valeur prise pour base pouvait être la valeur actuelle, ou celle dans 75 ans. Après mûr examen, c'est cette dernière solution qui a été adoptée.

Tout d'abord, la solution contraire aurait obligé à faire une estimation de la valeur, à la date de la promulgation de la loi, de toutes les usines existantes — opération longue, délicate, rendue plus difficile et moins sûre par le manque de personnel et les circonstances actuelles, opération inutile pour toutes celles de ces usines qui disparaîtront d'ici 75 ans.

D'autre part, l'Etat va-t-il dès aujourd'hui contracter un engagement et une dette fermes, basés sur la valeur actuelle, sans savoir ce que vaudront les biens qui lui reviendront dans 75 ans ? Avec les transformations rapides de l'industrie, et notamment de l'industrie électrique, les usines actuelles dans trois quarts de siècle auront probablement plus perdu de valeur qu'aujourd'hui les moulins construits vers 1840. Telle usine, considérée comme très importante il y a vingt ans, est une petite usine aujourd'hui et l'on peut concevoir que dans 75 ans la force hydraulique, si elle est encore utilisée, le sera par un petit nombre d'usines considérables, qui auront accaparé la force utilisée par les usines actuelles, comme celles-ci accaparent la force qui faisait tourner les vieux moulins.

Ce sont ces raisons de pratique, d'équité et de souci des finances publiques qui ont paru justifier l'adoption, comme base de l'indemnité envisagée, de leur valeur qu'aura l'usine au moment où elle fera retour à l'Etat.

Aucune indemnité ne sera due pour les ouvrages établis sur le domaine public, ou lorsque le permissionnaire restera à la tête de son ancienne entreprise. L'Etat, pour faciliter l'exploitation de l'usine, s'il veut l'entreprendre, ou pour transmettre à un nouveau permissionnaire une usine toute équipée, aura la faculté de racheter, à dire d'experts, l'outillage qui ne lui fait pas retour gratuitement.

D'autre part, la loi donne à l'Etat le moyen de faire rentrer sous le régime de la concession, dans les cas où cette mesure lui paraît justifiée, les entreprises autorisées qui n'ont pas encore commencé leurs travaux à la date du 1^{er} août 1917. Si un accord ne pouvait s'établir avec le permissionnaire sur les clauses du

cahier des charges de la concession projetée, l'Etat aurait la faculté de retirer l'autorisation et de se substituer aux droits du permissionnaire.

Toutefois, pour ne pas laisser trop longtemps l'industrie dans une situation incertaine, cette faculté est limitée à une durée de cinq ans. L'Etat, s'il l'exerce, remboursera le montant des dépenses utilement faites et dûment justifiées. Ce remboursement permet donc aux entrepreneurs de commencer leurs travaux sans avoir à redouter que les frais exposés ne le soient en pure perte.

Toutes les dispositions qui précèdent n'atteignent pas les petits moulins, les petites entreprises familiales dont la puissance maximum ne dépasse pas 50 kilowatts. Il n'y a aucun avantage économique à les placer sous l'empire de la loi, et il y a, au contraire, un intérêt social évident à les laisser sous le régime où beaucoup d'entre elles vivent depuis plusieurs générations. Elles restent donc autorisées sans limitation de durée et sous réserve de la possibilité de leur suppression dans les cas prévus par les lois en vigueur sur le régime des eaux.

Les usines antérieurement autorisées, de même que celles qui le seront à l'avenir, devront, le cas échéant, s'effacer devant les nécessités de l'intérêt général, notamment pour l'institution d'une concession, celle-ci utilisant mieux l'énergie hydraulique.

Toutes les usines existantes sont soumises à la taxe de statistique prévue à l'article 8, y compris les quelques usines ayant fait depuis la guerre l'objet d'une concession et au régime desquelles, par ailleurs, la présente loi n'apporte aucune modification.

TITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 21

Cet article prévoit la possibilité pour l'Etat, les départements, les communes, de prendre ou d'acquérir et d'exploiter, directement ou en régie intéressée, les usines hydrauliques.

Cette faculté est analogue à celle qui a été instituée pour les voies ferrées d'intérêt local par la loi du 31 juillet 1913.

Les conditions de ces exploitations directes seront fixées par le règlement d'administration publique prévu article 26-8°.

Il est entendu que tout groupement de départements ou de communes jouira des mêmes droits.

Quant aux autres établissements publics habilités par les textes organiques qui leur sont applicables à se charger d'opérations industrielles ou commerciales, comme les Chambres de commerce le sont par la loi du 9 avril 1898, il va de soi qu'ils peuvent, sans que la loi ait à le confirmer, obtenir des concessions et les exploiter directement, dans les mêmes conditions qu'un département ou une commune, c'est-à-dire dans les cas où l'autorité chargée de leur tutelle administrative en reconnaîtra la convenance.

ARTICLE 22

Cet article a pour but de hâter l'instruction des affaires.

A partir du moment où sera déposé le dossier de la demande constitué conformément aux règles qui seront déterminées par le règlement d'administration publique prévu article 26-3°, le Ministre compétent doit, sous sa responsabilité, faire en sorte que la concession ou l'autorisation soit définitivement accordée, ou le refus signifié, dans le délai maximum d'un an. Ce délai a été accepté à la Commission sans observations par les représentants des administrations et les industriels.

Les Ministres consultés doivent envoyer leur avis dans les trois mois, à défaut de quoi ils sont censés n'avoir pas d'observations à présenter. Quand l'avis de ces Ministres est subordonné aux résultats d'une enquête, il leur sera demandé dans des conditions telles qu'ils puissent utiliser ces résultats pour leur réponse, sans pour cela dépasser le délai de trois mois précité.

ARTICLE 23

L'article 23 a pour but d'instituer, pour le règlement des litiges où l'Etat serait partie, une procédure rapide et simple. S'inspirant des dispositions contenues dans la loi du 17 avril 1906, article 69, qui permet à l'Etat de compromettre lorsqu'il s'agit de liquida-

tions de marchés de travaux publics ou de fournitures, la présente loi étend le recours à l'arbitrage au cas où son exécution aurait pour effet d'impliquer l'Etat dans des difficultés contentieuses.

Cependant, s'agissant d'une dérogation aux principes généraux de notre droit public, l'application de cette disposition exceptionnelle doit être autorisée, comme dans les cas visés par la loi de 1906, par un décret délibéré en conseil des Ministres et contresigné par le Ministre compétent et le Ministre des Finances.

ARTICLE 24

Cet article a pour but d'assurer aux entreprises hydrauliques une direction et une surveillance françaises. Il exige, notamment, lorsqu'il s'agit d'une société, la qualité de Français pour les chefs de l'affaire (président du conseil d'administration, administrateur-délégué, directeurs, gérants), pour ses contrôleurs (commissaires aux comptes, membres du conseil de surveillance) et pour la majorité des membres du Conseil d'administration. A la vérité, cette dernière clause ne suffirait pas — certains membres pouvant être absents — à assurer que les décisions seraient toujours prises dans le sens des intérêts français. Il appartiendra au règlement d'administration publique, prévu article 26-9°, de prescrire les mesures complémentaires nécessaires pour garantir la prépondérance effective de ces intérêts, notamment en subordonnant la validité de chaque vote à la présence d'une majorité de Français.

Cependant il ne saurait s'agir là d'une règle absolument rigide. Il peut se présenter tel cas où son application serait sans utilité sérieuse ; d'une part, il faut éviter de risquer de voir les gouvernements étrangers éliminer par représaille, nos nationaux des affaires de leur pays. La guerre a montré combien est précieuse pour l'intérêt national l'influence française dans des sociétés étrangères. C'est dans cet ordre d'idées que l'article envisagé prévoit la possibilité de faire exception à la règle : toutefois, de telles exceptions doivent être autorisées par un décret délibéré en Conseil des Ministres et contresigné par le Ministre, Président du Conseil et les Ministres des Affaires étrangères et du Commerce.

ARTICLE 25

L'article 25 reproduit presque textuellement une disposition votée par le Parlement dans le projet de 1909-1913 sur la dérivation de l'énergie électrique à l'étranger et n'appelle aucune justification spéciale.

ARTICLE 26

L'article 25 renvoie à des règlements d'administration publique le soin de préciser les conditions d'exécution de la loi.

Certaines des dispositions d'application spécialement visées par l'article 26 ou ont été déjà expliquées dans les commentaires qui précèdent, ou n'appellent pas d'observations. D'autres nécessitent quelques remarques.

Le paragraphe 4 vise la forme de l'instruction des demandes. D'autre part, l'article 6 ne crée ouverture à indemnité que pour les droits de riveraineté préexistants à la date du l'affichage de la demande en concession. Il sera nécessaire que, comme dans le régime des mines où l'affichage est prescrit dans les dix jours de la demande (art. 22 de la loi du 21 avril 1810) cette formalité soit effectuée dans un bref délai. C'est d'ailleurs également nécessaire pour que, — malgré le délai relativement court dans lequel une décision doit être prise — elle le soit sur la base d'un examen simultané des diverses demandes concurrentes, simultanéité qui paraît indispensable pour que l'Administration puisse finalement choisir le concessionnaire le meilleur au point de vue de l'intérêt général.

Le paragraphe 5 impose, pour les enquêtes, la consultation obligatoire des conseils généraux, par analogie avec les dispositions de l'article 67 de la loi du 25 décembre 1908.

Il va de soi que lorsque l'instruction d'une demande a abouti à un abandon ou à un refus, il y a lieu, conformément au droit commun, de recommencer si elle est reprise ultérieurement, à l'occasion d'une demande nouvelle, toutes les formalités préliminaires y compris la consultation des Conseils généraux.

Le paragraphe 6 vise les conditions d'exercice du contrôle technique et financier. Des explications ont déjà été fournies, à propos de l'article 9, sur la mission essentielle du contrôle financier.

Les contrôleurs techniques désignés par le Ministre sont chargés de s'assurer notamment que les prescriptions réglementaires et les clauses du contrat de concession et du cahier des charges sont observées. A cet effet ils devront être investis de tous les droits nécessaires à l'exercice de leur mission : ils auront libre accès aux divers ouvrages et dans les bâtiments dépendant de l'entreprise autorisée ou concédée ; ils pourront prendre connaissance de tous les documents qui leur seront utiles. Leurs pouvoirs seront précisés par le règlement prévu article 26-6°.

Ils sont, comme les contrôleurs financiers, convoqués aux assemblées générales ordinaires ou extraordinaires.

ARTICLE 27

Cet article met en dehors des dispositions des titres I à V, de la loi les usines ayant une existence légale, et les usines qui font partie intégrante d'entreprises déclarées d'utilité publique.

Pour les premières, le droit de propriété qui s'attache à leur titre a toujours été respecté et ne pourrait être actuellement supprimé que par un rachat.

Quant aux usines faisant partie intégrante d'entreprise d'utilité publique — celles, par exemple, qui fournissent le courant à un tramway ou à un chemin de fer — il est normal qu'elles demeurent régies par le statut des entreprises dont elles font partie. Un règlement d'administration publique spécial sera rendu en ce qui les concerne ; il fixera notamment, s'il y a lieu, comme le prévoyait déjà l'article 12 du projet de 1909-1913, les conditions auxquelles ces usines seront admises à vendre leurs excédents d'énergie.

Toutefois, ces usines bénéficieront, le cas échéant, des dispositions des articles 4 et 6, dans les conditions qui ont été indiquées, à propos de l'article 6, pour les usines concédées qui auraient fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique.

Ainsi qu'il a déjà été dit à propos de l'article 8, les usines visées à l'article 27 supporteront la taxe de statistique, sans préjudice des autres redevances ou taxes auxquelles elles pourraient être assujetties en vertu des règlements ou des conventions en vigueur.

TITRE VI

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

ARTICLES 28, 29, 30

Les articles 28 à 30 règlent l'organisation administrative du nouveau service des forces hydrauliques.

Nous avons donné — au paragraphe : Portée de la loi — les raisons essentielles de la nouvelle Institution.

Le Sous-Secrétariat d'Etat, placé sous l'autorité du Ministre, Président du Conseil, aura dans ses attributions toutes les questions relatives à la mise en valeur de nos forces hydrauliques. Ce seront, d'abord, les mesures d'exécution de la loi : préparation des règlements d'administration publique, instruction des demandes de concession et d'autorisation soit directement, soit par l'intermédiaire des préfets pour celles de ces dernières qui ne nécessitent pas un décret ; contrôle des usines hydrauliques, questions de rachat, de déchéance, de gestion des usines exploitées directement par l'Etat, etc.

Le Sous-Secrétaire d'Etat devra, d'autre part, s'attacher à prendre toutes les initiatives qui seraient susceptibles de favoriser le développement de l'utilisation de l'énergie hydraulique. Il aura notamment, dans cet ordre d'idées et ainsi qu'il a été dit dans l'exposé général, à poursuivre l'établissement des plans d'aménagement des eaux. Des études d'un grand intérêt ont déjà été faites sur certains bassins ; il devra les continuer et donner à ces travaux dont l'importance est capitale une impulsion énergique. Ces plans d'aménagement, d'ailleurs toujours susceptibles d'améliorations et de perfectionnements avec les progrès de l'industrie qui utilise les chutes, constitueront au fur et à mesure de leur établissement, les cadres dans lesquels devront venir se ranger les concessions accordées. Eux seuls permettront un aménagement rationnel de nos forces hydrauliques ; eux seuls économiseront les pertes et les gaspillages de force qui seraient inévitables si aucune vue d'ensemble ne présidait à l'octroi des concessions et à

l'installation des entreprises. Il faut donc en hâter l'établissement puisqu'ils serviront de guide aux décisions du Sous-Secrétaire d'Etat : il faut aussi, au point de vue des distributions de force, prévoir des combinaisons et des ententes qui assureront l'utilisation la plus complète de l'énergie. Ainsi sera organisé l'aménagement hydraulique, électrique et économique de la houille blanche.

Il va sans dire, d'ailleurs, que l'établissement des plans généraux d'aménagement étant un travail coûteux et de longue haleine, l'octroi de concessions et d'autorisations ne sera aucunement subordonné à leur achèvement intégral ; des plans partiels pourront être rapidement établis en cas de nécessité qui s'encadreront par la suite dans le plan général.

Il y a lieu de remarquer que les barrages et les prises d'eau qui n'ont pas pour objet la mise en œuvre de l'énergie hydraulique ne sont pas soumis aux dispositions de la loi et restent dans les attributions des Ministres des Travaux publics ou de l'Agriculture. Néanmoins, ces barrages, ainsi que tous autres travaux ou ouvrages visés par la loi de 1898 devront être réglementés en tenant compte des plans d'aménagement.

Comme personnel d'étude et d'exécution, le Sous-Secrétaire d'Etat aura, dans les départements, tous les fonctionnaires des Services des Ponts et Chaussées et de l'Hydraulique agricole qui seront placés sous son autorité directe pour tout ce qui concerne l'aménagement des chutes.

A Paris, le Sous-Secrétaire d'Etat recevra toutes les observations et avis, après étude, des Ministres des Travaux publics et de l'Agriculture. Sa tâche propre se trouvant ainsi consister essentiellement dans un travail de direction et d'impulsion, de centralisation et de décision, il n'aura besoin auprès de lui, pour constituer son administration centrale, que d'un petit nombre d'agents.

Il sera aidé dans sa tâche par un Comité consultatif des Forces hydrauliques, analogue au Comité consultatif des chemins de fer, et plus encore au Comité d'électricité. Ce comité comprendra quatre députés et trois sénateurs. Ainsi chacune des grandes Commissions compétentes de la Chambre, du budget, des travaux publics, de l'agriculture, du commerce, pourra désigner un représentant. Les autres membres du Comité seront, en nombre égal, d'une part, des représentants des grandes administrations publiques ; d'autre part, des représentants professionnels des industries intéressées, de l'Agriculture et de la Navigation intérieure ; parmi les industries intéressées on doit évidemment comprendre non seulement celles qui produisent, mais celles qui utilisent l'énergie. Le Sous-Secrétaire d'Etat, organe de décision et d'exécution, n'a pas paru devoir être représenté dans le Comité chargé de lui donner des avis, mais il est utile que ses délégués puissent y avoir accès avec voix consultative. Il convient de spécifier que les Ministres auront la faculté de choisir leurs représentants en dehors des fonctionnaires ; ils pourront prendre, par exemple, des membres des corps savants, des juriconsultes, etc.

Il sera utile de prévoir dans le règlement d'administration publique que les membres du Comité qui seront fonctionnaires pourront se faire suppléer, le cas échéant, par des délégués.

Ce Comité sera présidé par un Conseiller d'Etat.

Les membres en seront nommés par décret, pour une période de temps que fixera un règlement d'administration publique. Leur mandat peut être renouvelé.

Ce Comité, où en particulier les Ministres des Travaux publics et de l'Agriculture auront un nombre égal de représentants, assurera la liaison et l'unité de vues entre les différentes administrations et avec les intérêts privés. Il sera consulté sur toutes les questions d'application de la loi et obligatoirement, en particulier, sur les plans d'aménagement et sur tous projets de loi ou de décrets pris en exécution de la loi.

Il aura pour s'éclairer dans toutes les affaires qui lui seront soumises en même temps que les propositions du Sous-Secrétaire d'Etat des Forces hydrauliques, les observations et avis des Ministres des Travaux publics et de l'Agriculture, qui devront les fournir aussitôt après la clôture de l'instruction locale.

Il sera constitué une section permanente de sept membres à qui certains pouvoirs du Comité seront délégués. La composition de cette section est laissée à un règlement d'administration

publique, de manière à donner au système une certaine souplesse et à pouvoir tenir compte, le cas échéant, des améliorations que l'expérience suggérera. Mais l'équilibre entre les principaux intérêts représentés tel qu'il est réalisé par le projet de loi au sein du Comité devra toujours se retrouver dans la section permanente, en particulier les représentants de l'Administration des Travaux publics y seront en nombre égal à ceux de l'Administration de l'Agriculture ; de même les représentants professionnels des grandes industries seront en nombre égal à ceux des intérêts agricoles.

Le Sous-Secrétaire d'Etat étant placé sous l'autorité du Ministre Président du Conseil, c'est le Ministre qui contresignera les décrets préparés par le Sous-Secrétaire d'Etat. Ces décrets seront, en outre, contresignés par le Ministre des Finances, lorsqu'ils institueront une concession comportant une contribution de l'Etat.

Il a paru intéressant d'esquisser dès maintenant quelle pourra être, sous ce régime, la filière que suivra une demande en concession. Les règlements d'administration publique pourront apporter à cette esquisse les modifications de détail qui seraient reconnues nécessaires, en même temps que par application de l'article 23, ils fixeront au besoin, pour chacune des formalités, les délais utiles en vue d'assurer à l'instruction une marche rapide ; mais les indications qui suivent n'en constitueront pas moins, dans la pratique, les règles générales qui seront suivies pour l'instruction d'une demande en concession. Ces règles ont été établies d'accord entre les administrations intéressées ; elles montrent que le régime institué par la loi constituera une organisation simple et pratique grâce à la coordination qu'elle assure, par l'unité de direction, des efforts jusqu'ici dispersés.

FORMALITÉS D'INSTRUCTION DES DEMANDES DE CONCESSION D'USINES HYDRAULIQUES

Envoi de la demande en concession au Sous-Secrétariat d'Etat des Forces hydrauliques.

Après l'enregistrement, le Sous-Secrétaire d'Etat accuse réception dans les huit jours et transmet la demande à l'ingénieur en chef, chargé du Service des forces hydrauliques dans le ou les départements intéressés.

L'ingénieur en chef examine si la demande est susceptible d'être soumise à l'instruction et fait connaître son avis motivé au Sous-Secrétaire d'Etat qui décide, s'il y a lieu, de suivre, d'ajourner ou d'abandonner.

En cas de suite, l'ingénieur en chef fait connaître au demandeur le nombre des dossiers complets et sommaires qu'il a à fournir (1) pour les enquêtes, conférences et consultations.

Il ouvre en même temps des conférences avec les divers services intéressés (2). Il entre aussi en pourparlers avec le ou les demandeurs en concession en tenant compte des observations présentées aux conférences pour l'établissement du règlement d'eau et des parties du cahier des charges qui doivent être portées à la connaissance du public ou qui comprennent des clauses financières.

A la suite de cet examen, il envoie au Sous-Secrétaire d'Etat ses propositions motivées en vue de la prise en considération et, s'il y a lieu, choisit parmi les projets celui qui présente les conditions les meilleures au point de vue de l'utilisation rationnelle du cours d'eau.

Le Sous-Secrétaire d'Etat statue après avis du Comité consultatif des Forces hydrauliques et autorise la mise à l'enquête (3).

(1) Faute par le demandeur de fournir les dossiers dans le délai de deux mois, l'affaire est classée sans suite et l'ingénieur en chef en rend compte au Sous-Secrétaire d'Etat. Elle ne peut être reprise qu'en recommençant toutes les formalités.

(2) Sur des cours d'eau non navigables, les services intéressés comprendront toujours les services hydrauliques, services des améliorations agricoles et pastorales, services des forêts et de la pêche, service des inondations et, s'il y a lieu, service de la navigation. Sur les rivières navigables les services intéressés comprendront toujours les services de la navigation et des inondations et, s'il y a lieu, les services de l'agriculture sus-dénommés.

(3) Ni le choix du projet technique ni la mise à l'enquête ne lient l'Administration qui reste libre de modifier le projet et de choisir un autre concessionnaire que le demandeur.

L'ingénieur en chef réclame au concessionnaire les dossiers nécessaires pour les enquêtes et envoie au Préfet les propositions pour leur ouverture : ces enquêtes seront faites dans une forme à déterminer et en même temps que l'enquête hydraulique prescrite par le décret du 1^{er} août 1905 ; le Conseil général du ou des départements intéressés est obligatoirement consulté.

Dès la réception des résultats de l'enquête, l'ingénieur en chef en saisit *simultanément* tous les services intéressés et réclame la clôture des conférences.

Après cette clôture, les divers chefs de services envoient au Ministre dont ils dépendent une expédition du dossier et leurs observations à l'appui.

L'ingénieur en chef arrête le cahier des charges et s'il y a lieu, la convention ; il adresse ses propositions définitives au Sous-Secrétaire d'Etat par l'intermédiaire du Préfet qui transmet le dossier avec son avis personnel.

Parallèlement, les divers Ministres intéressés envoient leur avis au Sous-Secrétaire d'Etat.

Transmission de l'affaire est faite au Comité consultatif des Forces hydrauliques et, après rapport, discussion devant le Comité où les représentants des administrations et des intérêts en cause sont appelés à présenter leurs observations.

Consultation du Conseil d'Etat.

Décision du Sous-Secrétaire d'Etat sous l'autorité du Président du Conseil.

TITRE VII

ARTICLE 31

Cet article abroge les dispositions antérieures contraires à la loi. Il va de soi que parmi ces dispositions ne sont pas compris pour leur ensemble les articles 644 et 645 du Code civil et que toutes les dispositions de ces articles qui visent les usages de l'eau autres que l'emploi de l'énergie, demeurent en vigueur.

★ ★

Telles sont dans leur ensemble les dispositions du projet de loi qui vous est présenté ; tels sont les motifs qui ont conduit la Commission extraparlamentaire qui en a délibéré à l'accepter à l'unanimité et qui ont déterminé le Gouvernement à vous en proposer l'adoption.

Les principes sur lesquels ce projet a été établi ont été autant que possible, des principes empruntés à la législation en vigueur : on s'est efforcé d'appliquer à une matière nouvelle des règles déjà éprouvées de notre droit public : notamment en combinant avec le régime des concessions de travaux publics les dispositions des lois minières et les conditions plus favorables à l'Etat admises aujourd'hui en matière de concessions de mines. En même temps que la notion relativement récente de la participation de l'Etat aux bénéfices reçoit une nouvelle et importante application, le projet assure aux départements et aux communes les avantages qui leur sont légitimement dus et qui sont de nature à les intéresser au développement de l'industrie hydraulique sur leur territoire ; les intérêts de l'agriculture sont sauvegardés et des facilités nouvelles sont prévues en faveur de l'irrigation ; enfin l'expropriation ne sera autorisée que lorsque l'intérêt économique de la Nation le justifiera.

L'unité de direction instituée par le projet de loi assurera à la marche des affaires une régularité et une célérité que la dispersion des efforts de services appartenant à plusieurs départements ministériels n'avait pas permis d'obtenir jusqu'ici. Cette absence de lien et de coordination entre divers services étudiant chacun à leur point de vue les mêmes questions ou des questions connexes est, la guerre l'a montré, un des défauts les plus graves de notre Administration ; il sera nécessaire d'y chercher un remède en étudiant la question dans son ensemble. L'adoption de la solution proposée dans le cas particulier qui nous occupe sera une première indication de la route à suivre et un premier pas dans cette voie féconde.

Les circonstances actuelles exigent de nous l'effort nécessaire pour aboutir à des solutions rapides ; en adoptant le projet qui est proposé à vos délibérations vous mettez fin à cette situation

d'attente qui dure depuis plus de vingt ans et qui à partir de maintenant n'aurait plus d'excuse ; vous doterez notre industrie d'un instrument indispensable aujourd'hui à nos usines de guerre, et essentiel demain au développement et à l'extension de la puissance économique de la France.

PROJET DE LOI

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, *Décète* :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, par le Ministre des Finances, par le Ministre des Travaux publics et des Transports, par le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, par le Ministre de l'Agriculture, par le Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

TITRE PREMIER

CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION ET CLASSIFICATION DES ENTREPRISES HYDRAULIQUES

ARTICLE PREMIER

Nul ne peut disposer de l'énergie des cours d'eau, quel que soit leur classement, sans une concession ou une autorisation de l'Etat.

ARTICLE 2

Sont placées sous le régime de la concession :

1° Les entreprises qui ont pour objet principal la fourniture de l'énergie à des Services publics de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics ou à des associations syndicales autorisées et dont la puissance maximum (produit de la hauteur de chute par le débit maximum de la dérivation) excède cinquante kilowatts ;

2° Les entreprises dont la puissance maximum excède cinq cents kilowatts quel que soit leur objet principal.

Sont placées sous le régime de l'autorisation toutes les autres entreprises.

TITRE II

ENTREPRISES CONCÉDÉES

ARTICLE 3

La concession est instituée par une loi lorsque les travaux d'appropriation de la force comportent le détournement des eaux sur une longueur de plus de trente kilomètres mesurés suivant le lit naturel, ou lorsque la puissance normale (produit de la hauteur de chute par le débit moyen annuel de la dérivation) excède cinquante mille kilowatts.

Dans les autres cas, la concession est instituée par décret rendu en Conseil d'Etat.

ARTICLE 4

Pour l'exécution des travaux définis au cahier des charges et régulièrement approuvés par l'Administration, le concessionnaire a le droit d'exercer les servitudes suivantes :

1° Occuper, dans l'intérieur du périmètre défini par l'acte de concession, les propriétés privées nécessaires à l'établissement des ouvrages de retenue ou de prise d'eau, et des canaux d'adduction ou de fuite lorsque ces canaux sont souterrains ou lorsque, étant à ciel-ouvert, ils sont aménagés dans les conditions où sont autorisés les canaux d'irrigation par la loi du 29 avril 1845 ;

2° Submerger les berges par le relèvement du plan d'eau ;

3° Occuper temporairement tous terrains et extraire tous matériaux nécessaires à l'exécution des travaux.

Sont exemptés de ces servitudes les bâtiments, cours et jardins attenants aux habitations.

L'exercice des droits conférés au concessionnaire par le présent article est autorisé par arrêté préfectoral pris après que les propriétaires ont été mis à même de présenter leurs observations.

Lorsque l'occupation ainsi faite prive le propriétaire de la jouissance du sol pendant une durée supérieure à celle prévue par le

cahier des charges pour l'exécution des travaux ou lorsque, après cette exécution, les terrains ne sont plus propres à la culture, le propriétaire peut exiger du concessionnaire l'acquisition du sol. La pièce de terre trop endommagée ou dégradée sur une trop grande partie de sa surface doit être achetée en totalité si le propriétaire l'exige.

Les indemnités auxquelles pourra donner lieu l'application du présent article ainsi que les contestations qu'il soulèvera seront réglées par la juridiction civile. Il sera procédé devant les tribunaux comme en matière sommaire et, s'il y a lieu à expertise, il pourra n'être nommé qu'un seul expert.

Lorsque l'occupation ou la dépossession devra être permanente, l'indemnité sera préalable. Toutefois, si l'urgence des travaux est reconnue par arrêté préfectoral, cet arrêté et l'arrêté déclaratif des servitudes seront notifiés et l'indemnité sera réglée dans les formes prévues par les articles 66 à 74 de la loi du 3 mai 1841, la juridiction civile restant compétente pour la fixation définitive de cette indemnité.

ARTICLE 5

Lorsque l'aménagement de l'entreprise nécessite l'occupation définitive de propriétés privées dans des cas autres que ceux prévus par l'article 4, l'utilité publique de l'entreprise peut, si l'intérêt économique de la nation le justifie, être déclarée par l'acte qui approuve la concession. Toutefois lorsque la déclaration d'utilité publique n'est reconnue nécessaire que pour certains travaux et postérieurement à l'approbation de l'acte de concession, il est statué par décret en Conseil d'Etat.

Lorsque l'utilité publique a été déclarée, s'il y a lieu à expropriation, il est procédé conformément à la loi du 3 mai 1841, sans qu'il soit en rien dérogé aux dispositions des articles 4 et 6.

Si sur une même parcelle, il y a lieu à établissement d'une des servitudes prévues à l'article 4 et à acquisition en pleine propriété, le jury d'expropriation sera compétent pour statuer sur les deux indemnités.

ARTICLE 6

L'éviction des droits particuliers à l'usage de l'eau peut donner ouverture à une indemnité en nature ou en argent si ces droits préexistaient à la date de l'affichage de la demande en concession.

Lorsque ces droits étaient exercés à la dite date, le concessionnaire est tenu, sauf décision contraire du juge statuant ainsi qu'il est dit à l'avant-dernier paragraphe du présent article, de restituer en nature l'eau ou l'énergie utilisée, et, le cas échéant, de supporter les frais des transformations reconnues nécessaires aux installations préexistantes à raison des modifications apportées aux conditions d'utilisation.

Pour la restitution de l'eau nécessaire aux irrigations, le concessionnaire dispose des droits donnés au propriétaire par les lois du 29 avril 1845 et du 11 juillet 1847.

Pour la restitution de l'énergie sous forme électrique, le concessionnaire dispose des servitudes d'appui, de passage et d'ébranchage prévues par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906.

En cas de désaccord sur la nature ou le montant de l'indemnité qui peut être due, la contestation est portée devant la juridiction civile. Le juge devra, en prononçant, concilier le respect des droits antérieurs avec l'intérêt de l'entreprise concédée.

L'indemnité qui peut être due pour droits non exercés à la date de l'affichage de la demande est fixée dans l'acte de concession.

ARTICLE 7

Une contribution de l'Etat peut être allouée sous forme d'avance ou de subvention, aux concessionnaires d'entreprises dont l'objet principal est la fourniture de l'énergie à des Services publics ou intéressant la défense nationale, ainsi qu'à ceux qui prennent à leur charge des travaux d'aménagement susceptibles d'améliorer de façon notable les conditions d'utilisation agricole du cours d'eau, ou de régulariser son régime.

L'acte de concession détermine l'importance et les conditions de cette contribution ainsi que le mode de remboursement des avances en capital et intérêts.

Toutefois cette allocation doit être autorisée par une loi si pour une même entreprise, l'engagement de l'Etat doit porter sur plus de cinq exercices.

ARTICLE 8

Le concessionnaire est assujéti au paiement d'une taxe annuelle proportionnelle à la puissance normale telle qu'elle est définie par l'article 3.

Le taux en est fixé à 0 fr. 05 par kilowatt.

ARTICLE 9

Indépendamment des réserves en eau et en force mentionnées au paragraphe 6 de l'article 11 et dont il doit être tenu compte pour la fixation des charges pécuniaires prévues ci-après, le concessionnaire est assujéti par l'acte de concession au paiement de redevances proportionnelles soit au nombre de kilowatts-heure produits, soit aux dividendes ou aux bénéfices répartis, ces deux redevances pouvant éventuellement se cumuler. Toutefois, la redevance proportionnelle aux dividendes ou aux bénéfices ne peut être imposée que lorsque le concessionnaire est une société régie par la loi du 24 juillet 1867 et ayant pour objet principal l'établissement et l'exploitation de l'usine hydraulique.

ARTICLE 10

Le recouvrement des taxes et redevances au profit de l'Etat sera opéré d'après les règles en vigueur pour le recouvrement des produits et revenus domaniaux.

ARTICLE 11

Le cahier des charges détermine notamment :

- 1° L'objet principal de l'entreprise ;
- 2° Le règlement d'eau, et en particulier les mesures intéressant la navigation ou le flottage, la protection contre les inondations, la salubrité publique, l'alimentation et les besoins domestiques des populations riveraines, l'irrigation, la conservation et la libre circulation du poisson, la protection des paysages ;
- 3° La puissance maximum et l'évaluation de la puissance normale de la chute faisant l'objet de la concession ;
- 4° Le délai d'exécution des travaux ;
- 5° La durée de la concession, qui ne peut dépasser soixante-quinze ans, à compter de l'expiration dudit délai ;
- 6° Les réserves en eau et en force à prévoir, s'il y a lieu, au profit des Services publics de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics, ou à celui des associations syndicales autorisées, ainsi qu'au profit des groupements agricoles d'utilité générale, qui seront spécifiés dans un règlement d'administration publique ; les conditions dans lesquelles ces réserves doivent être tenues à la disposition des ayants-droit, notamment : la période initiale pendant laquelle aucun préavis ne sera nécessaire, les délais de préavis après l'expiration de cette période, les travaux qui peuvent être imposés au concessionnaire pour l'utilisation de ces réserves ;

7° Les conditions financières de la concession et, notamment, en cas de redevance proportionnelle au nombre de kilowatts-heure produits, le minimum au-dessous duquel la redevance ne peut descendre et les conditions dans lesquelles elle devra être révisée, tous les cinq ans, après une période initiale de dix ans ;

En cas de redevance proportionnelle aux dividendes ou aux bénéfices répartis, le taux de l'intérêt moyen annuel alloué au capital depuis le début de l'entreprise à partir duquel l'Etat entre en participation ; l'échelle progressive suivant laquelle est calculée la part de l'Etat ; les conditions dans lesquelles l'Etat viendra au partage de l'actif net après remboursement du capital, en cas de liquidation ou à l'expiration de la Société ;

8° S'il y a lieu, les tarifs maxima de l'entreprise ;

9° Les terrains, bâtiments, ouvrages, machines et engins de toute nature constituant les dépendances immobilières de la concession et qui, à ce titre, doivent faire gratuitement retour à l'Etat en fin de concession, francs et quittes de tous privilèges, hypothèques et autres droits réels ;

10° Les conditions dans lesquelles, en fin de concession, l'Etat peut reprendre, à dire d'experts, le surplus de l'outillage ;

11° Les conditions dans lesquelles peut s'exercer la faculté de rachat après l'expiration d'un délai qui ne doit pas être inférieur à cinq ans ni supérieur à vingt-cinq ans à compter de la date fixée pour l'achèvement des travaux, ainsi que le règlement des sommes qui seraient dues par le concessionnaire pour la mise en bon état d'entretien des ouvrages constituant les dépendances immobilières de la concession et qui seront prélevées, le cas échéant, sur l'indemnité de rachat ;

12° Les conditions et les formes dans lesquelles la déchéance peut être prononcée pour inobservation des obligations imposées au concessionnaire ;

13° Les conditions dans lesquelles, en cas de rachat ou de déchéance, l'Etat est substitué à tous droits et obligations du concessionnaire ;

14° Le cautionnement ou les garanties qui peuvent être exigées ;

15° Le montant des frais de contrôle qui sont supportés par le concessionnaire ;

16° Et d'une manière générale, les droits et obligations du concessionnaire tant pendant la durée de la concession qu'à son expiration.

ARTICLE 12

Le concessionnaire peut être tenu de se substituer, dans un délai à fixer par le cahier des charges, une société anonyme. La substitution est approuvée par un décret rendu en Conseil d'Etat.

ARTICLE 13

Toute cession totale ou partielle de concession, tout changement de concessionnaire, ne peut avoir lieu qu'après approbation donnée par décret en Conseil d'Etat.

ARTICLE 14

Dans les dix ans qui précèdent l'expiration d'une concession, il peut être procédé à l'octroi d'une concession nouvelle.

A conditions équivalentes, un droit de préférence appartient au concessionnaire dont le contrat vient à expiration.

S'il n'a pas été institué de concession nouvelle cinq ans au moins avant l'expiration de la concession, celle-ci se trouve de plein droit renouvelée aux conditions antérieures, mais pour une durée de vingt-cinq années seulement.

ARTICLE 15

Les droits résultant du contrat de concession d'aménagement de forces hydrauliques sont susceptibles d'hypothèque.

ARTICLE 16

Sont publiés au *Journal officiel*, dans le délai maximum d'un mois de l'acte approuvatif, tous les actes de concession, et dans la première quinzaine de chaque trimestre, un état détaillé des subventions et des avances accordées pendant le trimestre précédent.

TITRE III

ENTREPRISES AUTORISÉES

ARTICLE 17

Les entreprises autorisées sont régies par les lois et règlements en vigueur, sous réserve des modifications prévues par la présente loi.

ARTICLE 18

Les autorisations sont accordées par arrêté préfectoral quel que soit le classement du cours d'eau. Toutefois, sur les canaux de navigation ou les rivières canalisées, elles sont accordées par décret lorsque leur durée excède cinq ans.

Elles ne doivent pas avoir une durée supérieure à soixante-quinze ans. Elles ne font pas obstacle à l'octroi de concessions

nouvelles, ni à l'application des articles 4 et 6. A toute époque, elles peuvent être révoquées ou modifiées sans indemnité dans les cas prévus par les lois en vigueur sur le régime des eaux.

Dans les cinq ans qui précèdent leur expiration, elles peuvent être renouvelées pour une durée de vingt-cinq années. A conditions équivalentes, un droit de préférence appartient au permissionnaire dont le titre vient à échéance.

Le renouvellement s'opère de plein droit pour la dite durée de vingt-cinq ans si l'Administration ne notifie pas de décision contraire avant le commencement de la dernière année.

Si l'autorisation n'est pas renouvelée, le permissionnaire est tenu de rétablir le libre écoulement du cours d'eau ; toutefois l'Etat a la faculté d'exiger l'abandon, à son profit et sans indemnité, des ouvrages de barrage et de prise d'eau édifiés dans le lit du cours d'eau et sur ses berges.

Le permissionnaire est assujéti au paiement de la taxe dont le taux et le mode de recouvrement sont réglés par les articles 8 et 10, sans préjudice, en ce qui concerne les entreprises établies sur les cours d'eau du domaine public, des redevances domaniales qui seraient fixées par l'acte d'autorisation conformément à la réglementation actuellement existante.

Toute cession totale ou partielle d'autorisation, tout changement de permissionnaire, doit, pour être valable, être notifié au Préfet qui, dans les deux mois de cette notification, devra en donner acte ou signifier son refus motivé.

ARTICLE 19

Les entreprises autorisées peuvent, à toute époque, par un accord entre l'Etat et le permissionnaire, être placées sous le régime de la concession.

Elles le seront obligatoirement lorsque, à raison d'une augmentation de puissance ou du changement de leur objet principal, elles viendront à rentrer dans la catégorie de celles classées comme concessibles aux termes de l'article 2.

TITRE IV

ENTREPRISES ANTÉRIEUREMENT AUTORISÉES OU CONCÉDÉES

ARTICLE 20

Les entreprises autorisées à la date de la promulgation de la présente loi demeurent, pendant soixante-quinze ans à compter de la même date, soumises au régime qui leur était antérieurement applicable, à moins qu'au cours de cette période ces entreprises ne passent sous le régime de la concession par un accord entre l'Etat et le permissionnaire, et sous réserve de leur suppression qui demeure possible dans les conditions prévues par les lois en vigueur sur le régime des eaux.

A l'expiration de la période de soixante-quinze ans, les entreprises visées au paragraphe précédent sont assimilées aux entreprises arrivant en fin de concession, sous réserve des dispositions ci-après :

Les terrains et tous immeubles par nature ou par destination constituant l'aménagement de la force hydraulique, y compris les machines hydrauliques et les bâtiments qui les abritent, deviennent propriété de l'Etat. Cette transmission s'effectue moyennant une indemnité fixée par la juridiction civile, qui ne peut dépasser le quart de la valeur vénale estimée à cette époque, à dire d'experts, des terrains, immeubles, machines et bâtiments précités revenant à l'Etat. Toutefois, aucune indemnité n'est allouée pour la partie des biens établie sur le domaine public, ni lorsque l'entreprise fait l'objet, au profit du permissionnaire dont le titre vient à échéance, d'une autorisation nouvelle ou d'une concession. L'Etat peut également racheter à dire d'experts le surplus de l'outillage.

Celles des entreprises susvisées qui n'auraient pas commencé la construction de leurs ouvrages à la date du 1^{er} août 1917 et qui seraient classées concessibles aux termes de l'article 2, peuvent, pendant cinq ans, à compter de cette date, être obligatoirement placées sous le régime de la concession. A défaut d'accord sur les stipulations de l'acte de concession, l'Etat aura la faculté de retirer

l'autorisation et de se substituer aux droits du permissionnaire, moyennant une indemnité qui sera fixée par la juridiction civile et ne pourra dépasser le montant des dépenses utilement faites et dûment justifiées.

En aucun cas, le maintien des autorisations antérieures ne peut faire obstacle à l'octroi de concessions nouvelles ni à l'application des dispositions des articles 4 et 6.

Les entreprises autorisées ou concédées à la date de la promulgation de la présente loi sont assujétiées au paiement de la taxe dont le taux et le mode de recouvrement sont réglés par les articles 8 et 10.

Les dispositions des paragraphes 1, 2, 3 et 4 du présent article ne sont pas applicables aux entreprises dont la puissance maximum ne dépasse pas 50 kilowatts ; ces entreprises demeurent autorisées conformément à leur titre actuel et sans autre limitation de durée que celle résultant de la possibilité de leur suppression dans les conditions prévues par les lois en vigueur sur le régime des eaux.

TITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 21

L'Etat, ainsi que les départements et les communes à qui des concessions seraient accordées ou attribuées sur une adjudication prononcée après déchéance, peuvent exploiter directement l'énergie des cours d'eau.

ARTICLE 22

Les décrets approuvant des actes de concession ou accordant des autorisations, ainsi que les arrêtés d'autorisations, doivent être rendus ou le refus signifié aux pétitionnaires dans le délai maximum d'un an à compter du dépôt de la demande et du dossier constitué ainsi qu'il sera spécifié par le règlement d'administration publique prévu à l'article 26, paragraphe 3.

Les Ministres dont l'avis est exigé par la loi ou par les règlements d'administration publique doivent fournir leur réponse dans le délai de trois mois à partir de la date à laquelle cet avis leur est demandé, passé ce délai, ils sont considérés comme acquiesçant sans observations aux propositions formulées.

ARTICLE 23

Les litiges dans lesquels l'Etat serait engagé par l'application de la présente loi peuvent être soumis à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le Livre III du Code de procédure civile.

Le recours à cette procédure doit être autorisé par un décret délibéré en Conseil des Ministres et contresigné par le Ministre compétent et le Ministre des Finances.

ARTICLE 24

Aucune concession ou autorisation ne peut être accordée, aucune cession ou transmission de concession ou d'autorisation ne peut être faite qu'aux seuls Français.

Si le concessionnaire ou le permissionnaire est une société, celle-ci doit avoir son siège social en France et être régie par les lois françaises. Le président du conseil d'administration, les administrateurs-délégués, les gérants, les directeurs ayant la signature sociale, les commissaires aux comptes et plus de la moitié soit des associés en nom collectif, soit des administrateurs, soit des membres du conseil de direction ou du conseil de surveillance doivent être Français.

Il ne peut être exceptionnellement dérogé aux règles qui précèdent que par décret délibéré en Conseil des Ministres et contresigné par le Ministre Président du Conseil et les Ministres des Affaires Etrangères et du Commerce.

ARTICLE 25

La dérivation à l'étranger de l'énergie électrique produite en France par des entreprises hydrauliques est interdite sous réserve des traités internationaux.

Par exception, un décret en Conseil d'Etat, contresigné par le Ministre Président du Conseil et par les Ministres des Affaires

Etrangères et des Travaux Publics peut autoriser pour une durée de vingt ans au maximum, mais renouvelable, le transport de la force électrique à l'étranger.

ARTICLE 26

Des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la présente loi et fixeront notamment :

1° Le modèle du règlement d'eau pour les entreprises autorisées ;
2° Le texte des cahiers des charges types des entreprises concédées ;

3° La forme des demandes ainsi que les documents justificatifs et les plans qui doivent y être annexés ;

4° La forme de l'instruction des projets et de leur approbation ;

5° La forme des différentes enquêtes relatives à l'autorisation ou à la concession des entreprises et à l'établissement des servitudes prévues par la loi. Ces enquêtes doivent obligatoirement comprendre, en cas de concession, la consultation des Conseils généraux des départements sur lesquels s'étend le périmètre de la concession, ou des Commissions départementales à qui délégation soit générale, soit spéciale, pourra être conférée à cet effet ;

Le délai dans lequel ces assemblées doivent formuler leur avis ;

6° L'étendue et les conditions d'exercice du contrôle technique et financier auquel les concessions sont soumises ;

7° Les conditions dans lesquelles il est pris acte, dans la loi ou le décret approuvant la concession, des accords qui seraient intervenus avec les départements ou les communes pour régler, le cas échéant, la participation du concessionnaire au réempoissonnement des rivières, à la reconstitution des massifs forestiers ou à l'amélioration du régime général des eaux ;

8° Les conditions administratives et financières auxquelles est soumise l'exploitation directe de l'énergie des cours d'eau par l'Etat, les départements et les communes ;

9° Les mesures nécessaires pour assurer, en conformité de l'article 24, la prépondérance effective aux intérêts français dans l'administration des sociétés.

ARTICLE 27

Les usines ayant une existence légale, ainsi que celles qui font partie intégrante d'entreprises déclarées d'utilité publique et pour lesquelles un règlement spécial sera arrêté par décret rendu en Conseil d'Etat, ne sont pas soumises aux dispositions des titres I à V de la présente loi. Toutefois elles supporteront la taxe dont le taux et le mode de recouvrement sont réglés par les articles 8 et 10.

Les usines qui font partie intégrante d'entreprises déclarées d'utilité publique pourront bénéficier des dispositions des articles 4 et 6.

TITRE VI

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

ARTICLE 28

Il est institué un Sous-Secrétariat d'Etat des Forces hydrauliques placé sous l'autorité du Ministre Président du Conseil.

Le Sous-Secrétaire d'Etat des Forces hydrauliques connaît de toutes les questions relatives à l'aménagement et à l'utilisation de l'énergie hydraulique. Il prend, dans la limite de ses attributions, toutes les décisions et ordonne toutes les mesures d'exécution nécessaires à l'application de la présente loi. Il est chargé en particulier d'assurer :

La préparation des règlements d'administration publique pris par application de la loi ;

L'exécution des études utiles au développement de l'emploi de l'énergie hydraulique, la centralisation et, lorsqu'il y a lieu, la publication de tous les renseignements concernant l'aménagement et l'utilisation de cette énergie ;

L'établissement des plans généraux d'aménagement des eaux par vallées et par bassins, dont il doit être tenu compte pour l'institution des concessions et des autorisations ;

L'instruction des demandes en concession et en autorisation, en cession de concession et d'autorisation, l'élaboration des con-

ventions et des cahiers des charges, la préparation des projets de loi ou de décrets approuvant une concession ou accordant une autorisation ainsi que de tous autres pris en exécution de la présente loi ;

La gestion des usines qui seraient exploitées directement par l'Etat, l'exercice du contrôle de l'Etat sur les usines concédées ou autorisées ainsi que sur celles ayant une existence légale ; l'exacte application des cahiers des charges et spécialement des règlements d'eau ; la préparation et l'exécution des mesures relatives à la déchéance des concessions et au retrait des autorisations.

Les fonctionnaires et agents locaux du Service des ponts et chaussées et du Service de l'hydraulique agricole sont placés, pour toutes les questions concernant l'aménagement de l'énergie hydraulique et notamment pour l'instruction des demandes en concession ou en autorisation, ainsi que pour le contrôle des entreprises, sous l'autorité du Sous-Secrétaire d'Etat.

ARTICLE 29

Il est créé, auprès du Sous-Secrétaire d'Etat des Forces hydrauliques, un Comité consultatif comprenant quatre députés et trois sénateurs élus respectivement par les assemblées dont ils font partie, et, en nombre égal, des représentants de l'industrie hydraulique, de l'agriculture, et de la navigation d'une part, des administrations publiques d'autre part, savoir :

1° Huit représentants professionnels des grandes industries aménageant ou utilisant les forces hydrauliques, huit représentants professionnels de l'agriculture et deux représentants professionnels de la navigation intérieure ;

2° Un conseiller d'Etat, un jurisconsulte, quatre représentants de l'administration des Travaux publics, quatre de l'Agriculture, deux des Finances, deux du Commerce et de l'Industrie, un de la Guerre, un des Postes et Télégraphes, un de l'Intérieur, un des Beaux-Arts.

Jusqu'à la cessation des hostilités, le représentant du Ministère de la Guerre et un des représentants du Ministère de l'Agriculture seront remplacés par deux représentants du Ministère de l'Armement.

Les membres du Comité consultatif sont nommés par décret, contresigné du Ministre Président du Conseil.

Le conseiller d'Etat et le jurisconsulte sont désignés par le Ministre Président du Conseil.

Les autres membres sont présentés :

Les représentants des administrations publiques, par les Ministres intéressés ;

Les représentants professionnels de l'industrie hydraulique, d'accord par le Ministre des Travaux publics et le Ministre du Commerce et de l'Industrie ;

Les représentants professionnels de l'agriculture, par le Ministre de l'Agriculture ;

Les représentants professionnels de la navigation intérieure, par le Ministre des Travaux publics ;

Le Conseiller d'Etat est de droit président du Comité ; un vice-président choisi parmi les membres du Comité est nommé par le Sous-Secrétaire d'Etat des Forces hydrauliques.

Le Comité consultatif des forces hydrauliques donne son avis sur toutes les questions dont il est saisi par le S.-Secrétaire d'Etat.

Les projets de règlements d'administration publique nécessaires à l'exécution de la présente loi, les plans généraux d'aménagement des eaux, les projets de lois ou de décrets approuvant une concession ou accordant une autorisation, ainsi que tous autres pris en exécution de la loi, sont obligatoirement soumis au Comité, qui ne formule son avis qu'après avoir reçu ceux des Ministres des Travaux publics et de l'Agriculture. L'avis des Ministres des Finances, de l'Intérieur, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est également demandé pour celles des dispositions des règlements d'administration publique qui les concernent.

L'exploitation d'une usine par l'Etat, en régie directe ou intéressée, ne peut être décidée qu'après avis conforme du Comité.

Il est institué, auprès du Comité consultatif, un Secrétariat comportant des rapporteurs-adjoints, et, dans le sein du Comité, une Section permanente pour l'expédition des affaires courantes,

ainsi que de celles pour lesquelles délégation lui est donnée par le Comité. La section permanente est présidée par le conseiller d'Etat président du Comité. La répartition des affaires entre le Comité et la Section permanente est fixée par un arrêté du S.-Secrétaire d'Etat.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application du présent article, notamment les conditions de fonctionnement du Comité et de la section permanente, ainsi que la composition de cette section, qui devra comprendre sept membres.

ARTICLE 30

Les décrets portant règlement d'administration publique, les décrets approuvant une concession ou accordant une autorisation, ainsi que tous autres pris en application de la présente loi, seront rendus sur le rapport et sous le contre-seing du Ministre Président du Conseil. Les décrets qui approuvent une concession comportant une subvention ou une avance de l'Etat, seront, en outre, contresignés par le Ministre des Finances.

TITRE VII

ARTICLE 31

Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Fait à Paris, le 24 juillet 1917.

Signé : R. POINCARÉ.

COMMISSION EXTRAPARLEMENTAIRE DES FORCES HYDRAULIQUES

Textes des Procès-Verbaux des Séances

SÉANCE DU 23 MAI 1917 (1^{re} Séance)

Présents. — M. le Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères ; MM. KLOTZ, président ; DEVELLE, MONESTIER, GÉRARD, BÉRARD, LOURTIES, BEDOUCE, DARIAC, DUHOIS, JUGY, MARGAINE, LÉON PERRIER, RIBEYRE, ROUSSEAU, FÉRET DU LONGBOIS, MAHIEU, SALLES, DABAT, TROTÉ, BLAZEIX, CHARMEIL, GAILLARD, CONTE, DUPONTEIL, Commandant CAHEN, BARTHÉLEMY, TISSERAND, HITIER, TEISSIER, PÉRIER DE FÉRAL, LAUD, BOUCHAYER, ARNAUNÉ, PETIT, LORTIE.

Excusés. — MM. MARC REVILLE, BARRUT, CORDIER, DU CHANAY, C. LÉPINE.

La séance est ouverte à 10 heures et demie.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Je ne vais pas vous faire un discours. Je veux seulement vous remercier d'avoir bien voulu accepter la tâche que nous vous avons confiée. Vous avez à nous rendre un service signalé : celui de mettre d'accord les administrations pour régler enfin une question des plus importantes, surtout en temps de guerre, celle de la bonne utilisation de nos forces hydrauliques.

Quand on écrira l'histoire de l'Administration française, on ne sera pas peu étonné de voir qu'après 25 ans, on n'a pas pu régler encore cette question, car, si je ne me trompe, c'est en 1894 que le premier projet a été déposé. Je ne compterai pas les projets qui se sont succédé. Les administrations, animées des meilleures intentions, ne se connaissent pas, ne se pénètrent pas assez, et il est vraiment singulier que cette bataille se livre entre administrations au lieu de se livrer contre l'ennemi commun. Il faut aboutir, il le faut absolument. La Commission du Budget — et je l'en remercie — nous a signalé la nécessité de sortir de ces contradictions, de ces tergiversations : elle a demandé au Gouvernement de mettre les ministères d'accord. J'ai l'honneur de demander à M. Klotz de présider la Commission qui se réunit aujourd'hui, en raison de son expérience. Je lui confie les travaux de cette Commission : il saura les faire aboutir. Je suis

convaincu qu'en peu de jours vous aurez résolu le problème qui vous est soumis ; vous écouterez les raisons présentées de part et d'autre, vous les pèserez et vous trancherez la question. L'intention du Gouvernement est de s'en rapporter à vous : *vous trancherez la question*. Nous recevrons de vos mains un projet de loi et nous le soutiendrons devant les Chambres. En outre, nous demanderons aux Administrations diverses, lorsque le projet de loi aura été établi, qu'elles auront toutes pu défendre leurs travaux particuliers, d'oublier tout ce qui se sera passé ici. Il faudra l'unité complète. Ce ne sera plus le projet de tel ou tel ministère : mais le projet du Gouvernement.

Voilà l'œuvre que vous avez à accomplir : vous voyez combien elle est importante, urgente.

Je n'ai pas un seul mot à ajouter et je donne la présidence à M. Klotz qui va diriger vos travaux avec toute sa compétence. J'espère que vous aboutirez vite et je vous remercie du service que vous aurez rendu au Gouvernement et à la République.

(M. le Président du Conseil se retire).

M. KLOTZ. — J'ai à vous faire connaître les excuses d'un certain nombre de membres : MM. Réville, Cordier, Lépine, Barrut, du Chanoy.

Messieurs, je tiens d'abord à remercier très vivement M. le Président du Conseil. Je n'ai pas voulu le retenir : il a d'autres occupations. Le Gouvernement a eu la pensée de nous confier le soin de mettre au point une question délicate : comme nous voulons qu'elle aboutisse vite, je ne vous ferai pas de discours, mais je vous proposerai immédiatement une méthode de travail.

J'espère que nous serons rapidement d'accord sur cette méthode de travail car, ainsi que l'a dit M. le Président du Conseil, après 23 années d'efforts vains et, surtout, après 34 mois de guerre, nous ne pouvons pas ici perdre un instant. Jusqu'à maintenant, c'était le Gouvernement qui avait la responsabilité de l'inaction ; à partir de la minute présente, c'est nous qui aurons la responsabilité si nous n'aboutissons pas. Il faut le dire. Nous sommes prêts à remplir notre devoir vis-à-vis du pays. Il n'est pas possible, étant donnée la crise actuelle du charbon, que des compétitions diverses, que des amours-propres d'administrations prévalent contre l'intérêt général. Il faut donc aboutir et, une fois que nous aurons abouti, nous avons la parole du Gouvernement qu'il ne sera plus question des revendications administratives et que le Gouvernement présentera et appuiera le projet qui sera soumis aux Chambres, lesquelles conserveront, d'ailleurs, leur liberté entière d'appréciation et de jugement.

Voici donc ce que je vous propose :

Les administrations des travaux publics, de l'agriculture, de l'armement et du commerce ont, toutes les quatre préparé un projet de loi. Elles sont, en réalité, les unes et les autres « demanderesse », si vous me permettez cette expression. Par conséquent, la première chose à faire serait d'entendre un représentant de chacune de ces administrations, exactement comme si nous étions un tribunal. Ce délégué ferait valoir devant nous dans un exposé relativement bref — une heure peut y suffire — les arguments principaux que l'Administration a à présenter pour réclamer le rattachement du service. Nous n'interrompons pas les honorables représentants des administrations. Nous les écouterons comme des juges. Lorsque les quatre administrations demanderesse auront terminé, nous prierons, si vous le voulez bien, le secrétaire de la Commission. M. l'Inspecteur des Finances Petit, de se charger du rôle du ministère public, c'est-à-dire de formuler des conclusions et, sur ces conclusions, nous mettrons l'affaire en délibéré.

Telle est la méthode de travail que je me permets de proposer : entendre les représentants des administrations intéressées, puis un représentant de l'Administration des Finances, qui semble tout qualifié — puisque son Ministère a la charge de la richesse nationale — pour apporter des conclusions. Après que nous aurons délibéré, nous désignerons un ou plusieurs de nos collègues pour rédiger, dans les quelques jours qui suivront, un texte que nous reviserons ensuite d'une façon définitive.

Nous aurons à tenir de nombreuses séances consécutives. Nous ne devons pas nous remettre de semaine en semaine, mais avoir